

N<sup>o</sup>. 192.

25. de la convention nationale.

RÉVOLUTIONS  
DE PARIS,  
DÉDIÉES A LA NATION.  
AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE.  
QUINZIÈME TRIMESTRE.

Les grands ne nous paroissent grands  
que parce que nous sommes à genoux.  
..... Levons-nous. ....



DU 9 AU 16 MARS 1793.

*Projet de faire égorger grand nombre de députés à la convention nationale.*

Nous venons d'échapper au plan de contre-révolution le plus vaste & le plus pervers qu'on ait encore osé depuis le 14 juillet 1789. C'en étoit fait de la patrie, de la république: un gouvernement pis encore que celui de Venise s'établissoit sur les ruines de la démocratie. Le droit de propriété faisoit place à la loi du plus fort, & la liberté de la presse violée à main armée cessoit d'être une digue à l'invasion du despotisme le plus brutal & à la plus stupide servitude. A peine affranchis du sceptre monarchique, nous passions sous la verge dictatoriale, & la France en lambeaux se voyoit revenue à la barbarie de la féodalité.

Nous avions prévu tout cela, en rendant compte de la journée du 25 février, quand nous dîmes qu'elle présageoit les suites les plus sinistres. En effet, elle n'étoit que le prélude des événemens inouis dont nous avons

N<sup>o</sup>. 192. Tome 15.

A



à parler, & dont voici le plan. Les auteurs, qui sont en assez grand nombre, aristocrates de la pire espèce, puisqu'ils prennent le masque des révolutionnaires du 10 août, se sont dit : le peuple est trop tranquille pour nos desseins. Il n'est pas heureux, mais le patriotisme le dispute en lui à la misère. A la nouvelle du premier danger de la chose publique, on le verra se lever encore comme il a déjà fait. Il forcera les généraux les plus suspects à marcher droit devant lui, & à le conduire à la victoire. La constitution s'achèvera paisiblement ; elle ramènera l'ordre, & tout sera dit pour nous autres qui ne pouvons vivre que dans le bruit & le trouble. Portons le peuple à quelque grand attentat. L'excessive hausse du prix des denrées dont il ne peut se passer nous en offre une occasion unique. Avant de s'entre-tuer, que les citoyens commencent par se piller les uns les autres. Après un pareil événement, les enrôlemens ne se feront pas, ou se feront de mauvaise grace. Il répugnera de partir pour combattre l'ennemi, & de laisser femmes, enfans & fortune à la merci d'un autre ennemi pire encore. Puis, au premier revers, nous exagérerons le mal, nous répandrons l'alarme, nous fermerons les barrières, nous sonnerons le tocsin, & nous nous installerons à la commune, comme au 10 août, si elle s'avise de déjouer nos projets. Les sections sont pour nous, nous leur ferons prendre les arrêtés les plus extravagans, nous déclamerons contre tous les citoyens un peu connus de tous les partis ; nous exaspérerons le pauvre contre le riche, le serviteur contre son maître, nous mettrons aux prises les citoyens avec les citoyens. Les journalistes pourroient nous faire tort par leurs criailleries, nous nous débarrasserons d'eux, nous les chasserons des tribunes de l'assemblée nationale ; il faut réduire la nation à n'avoir pour tous papiers-nouvelles que le bulletin de la convention, où nous insérerons ce que bon nous semblera. Si cette mesure un peu hardie ne prend pas tout de suite, portons les grands coups ; ne pouvant anéantir le principe de la liberté de la presse, empêchons l'usage des presses en les brisant ; ce que nous ferons n'est un vrai guet-à-pend ; on criera, on ira se plaindre à la convention ; c'est l'instant du dénouement : nous écarterons les femmes des tribunes, pour qu'il n'y ait que nos coupe-jarrets ; à un signal convenu, dans l'assemblée



même, un grand tumulte s'élèvera, les députés se mettront le poing ou le pistolet sous le nez les uns des autres; les tribunes prendront part à la querelle, & descendront comme pour servir de médiateurs; c'est alors que les victimes désignées seront immolées sur place. Tout Paris accourt; on se mêle, on ne fait plus de quel parti l'on est, ni où il faut frapper; nous nous répandons dans la ville, & les proscriptions sanguinaires commencent; cependant l'assemblée nationale dispersée se rallie, ses membres les plus courageux ou les plus sages ne sont plus; les autres ou se nomment un dictateur, ou se constituent sénat vénitien; ils cumulent sur leurs têtes tous les pouvoirs; les ministres, les généraux, les administrateurs sont pris au milieu d'eux; l'autorité arbitraire concentrée entre les mains d'un petit nombre devient insupportable, & dispose le peuple à recevoir tel maître qu'il plaira à Brunswick, à Guillaume & à Georges de donner à la France. De ce moment tout est fini, la contre-révolution est consommée; la république n'existe plus; les départemens n'ont plus de centre, ils se détachent & rappellent à eux ceux de leurs députés qui survivent, personne ne réclame, & la paix des tombeaux succède à la guerre civile; & sous la protection des puissances voisines assez vengées, nous régnons sur les cadavres de nos rivaux, & sur les ruines d'une patrie trop long-temps ingrate envers nous.

Citoyens! vous reculez d'horreur au récit de ce plan; & revenus de votre premier saisissement, vous avez peine à y ajouter foi. Eh bien! venons-en aux faits, & voyez par vous-mêmes si les événemens de ces derniers jours ne sont pas le garant de ce qu'on nous promettoit. Dans deux ou trois séances de la convention, les commissaires, les généraux & le ministre de la guerre se donnoient des démentis, comme pour préparer apparemment les esprits aux nouvelles fâcheuses arrivées officiellement de la Belgique vendredi 8. On en fait part aussi-tôt à la municipalité, c'est-à-dire, vers les trois heures après-midi. Entre six & sept heures du soir, ordre aux spectacles de baisser la toile; le tambour appelle tous les citoyens aux sections; on s'y porte en foule, & la défolation est peinte sur tous les visages.

Cependant que se passoit-il à la convention? Une chose bien étrange, & qui fournira un chapitre de plus à



l'histoire des réputations usurpées, après qu'on eut décrété l'envoi de deux commissaires dans chacune des sections de Paris, Duhem, ce député, jadis chaud patriote, & qui ne doit son entrée à la convention qu'à ses motions d'une popularité excessive, Duhem demande la parole, & voici sa motion d'ordre qui fut comme le signal de ce qui eut lieu le soir du lendemain dans plusieurs imprimeries :

« Citoyens, enfin le moment est arrivé où le patriotisme va triompher, où cette grande ville, par de nouveaux efforts, va imposer silence à ses vils calomnieurs, où vous allez dégager les patriotes de toute entrave & de toute persécution. Robespierre vous a parlé des restes impurs d'aristocratie qui souillent encore les états-majors des armées de la république. Il existe encore de ces hommes de bien, de ces hommes vils & méprisables, qui, depuis la glorieuse révolution du 10 août, ne se sont attachés qu'à écraser, qu'à pulvériser l'esprit public, sans lequel la révolution seroit perdue, l'aristocratie triompheroit, sans lequel tous les patriotes seroient livrés au glaive des vengeances aristocratiques.

» Il faut de toute nécessité que sur cet article vous preniez une grande mesure révolutionnaire.

» Il faut faire taire ces insectes calomnieurs, qui sont les seuls, les véritables obstacles aux progrès de la révolution. Je demande que ces folliculaires, dont l'unique emploi est de corrompre l'esprit public, de calomnier la convention nationale, de la représenter, aux yeux de ses commentans, comme indigne de sa mission; il faut que ces hommes qui s'attachent à calomnier les patriotes, que tous ces auteurs de journaux, que ces courriers qui vont jeter l'alarme dans les départemens, que les rédacteurs de tous ces papiers incendiaires, ou plutôt somnifères, soient enfin soumis à la puissance nationale, & que ces reptiles impurs soient obligés, comme après la révolution du 10 août, de se cacher dans leur honte.

» Je demande que la convention nationale chasse de son sein tous ces êtres immondes, & qu'on charge le comité de sûreté générale de les mettre à la raison. Je demande que les journalistes soient tous expulsés de cette salle ».

Et la convention indignée ne s'est pas levée toute entière pour rappeler à l'ordre avec censure & insertion



au procès verbal celui de ses membres qui venoit de la déshonorer, en la supposant capable de mettre en question le principe sacré, seule base, seul boulevard de la république, le principe de la liberté de la presse. Duhem, tu es un mauvais citoyen ou un lâche : choisis. Un mauvais citoyen, en écartant des législateurs le seul frein capable de les retenir dans le devoir. Un lâche, si tu ne fais pas braver les filets de la calomnie. Et tu as pu trouver des complices !... Thureau de l'Yonne ( afin que son département n'en ignore ) demande que le bulletin soit le seul qui puisse circuler dans toute la république.

Faites mieux, représentans du peuple, videz aussi vos tribunes ; fermez les portes de votre salle d'assemblée ; tenez vos séances à huis clos, afin de dérober vos turpitudes à l'œil sévère du public. Et c'est à la veille de jeter les fondemens d'une constitution libre que la convention entend de sang-froid de tels blasphèmes contre la liberté de la presse ; il a fallu que Fonfrède en prit sérieusement la défense. Sachez, législateurs, que sans elle, sans la liberté de la presse ! vous ne seriez pas rassemblés en convention : sans elle, la contre-révolution ne seroit pas à faire. Rougissez du parallèle : en 1788, l'an dernier du despotisme, Louis XVI appelle lui-même, provoque les lumières de toute la nation sur l'assemblée des notables & celle des états-généraux ; en 1793, l'an premier de la république, des représentans d'un peuple libre choisis pour lui rédiger des loix proposent de proscrire la surveillance des écrivains ; il est besoin qu'une discussion s'établisse & s'engage, avant de passer à l'ordre du jour sur une motion aussi monstrueuse.

La séance du lendemain matin effaça un peu la honte de la précédente, mais ce ne fut pas pour long-temps : le soir même nouvelle atteinte portée à la liberté d'écrire, & consacrée par un décret ; mais il ne regarde que la personne des députés à qui on interdit la faculté de composer un journal. Comment se fait-il que ce soit encore la montagne qui ait proposé cette mesure extraordinaire, laquelle n'est qu'une suite de celle de la veille ? Elle eut plus de succès, & passa d'emblée ; déjà Marat & Audouin s'en sont moqué, en montrant combien il étoit aisé de l'éluder. Pour l'honneur de la convention, il ne faut voir dans le décret de samedi soir qu'un réglemeut ; mais à quelle occasion, & dans quelle circonstance !



Une bande d'hommes armés de pistolets, de sabres & de marteaux se présente à neuf heures du soir chez Gorsas, rue Ticquetonne, enfonce les portes, brise les casses & les presses de son imprimerie. Gorsas, armé d'un pistolet, se fait jour à travers les brigands, gagne un mur, l'escalade, passe dans une maison voisine, & vole à sa section, heureux d'en être quitte pour le dégât; car le projet étoit de l'assassiner. On mit le feu chez lui; mais il fut éteint sur le champ. C'est au récit de cet événement, consigné dans une lettre lue à la convention, que plusieurs députés demandent l'ordre du jour; d'autres prétendent que ce n'est qu'un jeu; Marat paroît de cet avis; mais, ou il n'est pas de bonne foi, ou il n'étoit pas du secret: car on ne lui dit pas tout, on le fait souvent marcher en avant, sans l'initier aux mesures ultérieures; & il ne s'en doute même pas. D'autres semblent justifier le délit, en disant que les presses de Gorsas ne servoient qu'à propager *des critiques trop amères de la convention*. Et pas un législateur ne réclame en faveur de la propriété violée; pas un n'apperçoit dans ce délit un attentat contre la société entière; pas un ne réclame contre cette guerre civile, contre cette conjuration, cette proscription de nouvelle espèce; la convention n'envise pas la suite incalculable des maux que ces avant-coureurs nous préparent; elle ne sent pas combien il est indécent, inhumain, lâche à des législateurs d'avoir l'air d'applaudir au brigandage qui se commet chez l'un de leurs collègues, parce qu'ils en ont été mal traités! & combien la convention a perdu de sa dignité en délibérant avant d'en appeler au maire de Paris sur un fait aussi grave! . . . Et ce comité de sûreté générale, après lequel Gorsas s'étoit acharné avec raison, il n'en étoit que plus obligé à garantir la propriété de son adversaire; il étoit instruit de tout ce qui devoit arriver.

Les deux cents spadassins qui s'étoient portés chez Gorsas dirigent leurs pas vers la rue Serpente, aux deux extrémités de laquelle ils placent des sentinelles. Ces *braves* vont droit aux bureaux de la Chronique; une jeune fille se présente; c'est la sœur de Garnery absent: deux pistolets sont posés sur sa gorge: si tu cries tu es morte, lui dit-on; on en fait autant à l'imprimeur & à quelques voisins qui sortoient de chez eux pour vaquer à leurs affaires; les excès commis chez Gorsas se répètent dans l'imprimerie de Fiévée, (1) tout y est brisé, fracassé; les brigands n'en sortent que

(1) Nous renvoyons à la lettre de Fiévée insérée dans la Chro-



pour se transporter chez un journaliste, rue Guénégaud, où, dans l'accès de leur rage, ils blessèrent dangereusement deux femmes qui demeuroient dans la même maison. Procès-verbal du tout a été dressé par un commissaire de la section des Quatre-Nations.

Croient-ils anéantir la liberté de la presse, en brisant les presses d'une imprimerie ? Scélérats ! sachez que, les eussiez-vous brisées toutes cette nuit-là, le lendemain d'autres étoient sur pied ! Sachez qu'il n'est pas au pouvoir de la convention, ni du comité de sûreté générale, ni du comité fédérant révolutionnaire, de réduire la république à n'avoir d'autres journaux que le Bulletin ; sachez que vous ne viendrez pas à bout de reporter la France au siècle barbare des Goths & des Vandales ; nous sommes trop avancés pour le souffrir, et vous vous y prenez trop tard pour le tenter avec succès.

Jacobins, on vous a chargés des délits de la journée du 25 au 26 février ; on vous attribue encore ceux de la nuit du 9 au 10 mars, & vous ne pouvez nier qu'ils n'aient été proposés chez vous en pleine tribune, & concertés par plusieurs de votre société, qui vous mènent sans même que vous vous en doutiez. Hâtez-vous de vous laver de cette tache honteuse. Ah ! peut-être que ce scandale n'auroit pas eu lieu si vous aviez procédé au scrutin épuratoire, devenu indispensable chaque jour davantage ! Hâtez-vous de désavouer pour membres ceux de ce prétendu comité révolutionnaire qu'on oppose ou qu'on feint d'opposer à la faction des prétendus hommes d'état. Les bons citoyens s'aperçoivent que tout ce qui émane de ces deux factions également suspectes n'est que de l'aristocratie mal déguisée. Jacobins ! devroit-on vous l'apprendre : votre club est l'instrument aveugle de plusieurs factions liberticides.

Bien loin de croire que le peuple ait été pour quelque chose dans les attentats commis la nuit du 9 au 10 mars chez Gorsas, Fiévée & ailleurs encore, on peut au contraire reprocher aux citoyens de ne s'être pas montrés sensibles autant qu'ils le devoient, à un événement de cette nature. A la fin de février on pille les magasins de chandelle & de

---

nique, qui a reparu jeudi dernier. Cette lettre prouve un homme au-dessous de son état, & indigne de défendre la belle cause dont il a été la victime.



sucre ; dans les premiers jours de mars on commence l'exécution du complot contre toutes les imprimeries : à quoi ne doit-on pas s'attendre , si chaque maître de maison , si chaque propriétaire , au défaut de loix & de magistrats , ne prend aucune mesure pour prévenir ou arrêter de tels brigandages ? Le peuple ne semble pas non plus persuadé autant qu'il le faudroit , de l'importance qu'il y a pour lui à ce que la liberté de la presse ne souffre aucune sorte d'atteinte. Jadis on condamnoit au feu l'incendiaire d'une grange , d'une meule de bled ; le brigand qui ravage une imprimerie est bien plus coupable encore ; car la liberté de la presse est peut-être le seul frein des accapareurs. Qu'on se rappelle les persécutions exercées contre le Prévôt de Beaumont , pour avoir dénoncé le pacte de famine concerté par Breteuil , Laverdy , Lenoir , Sartine , &c.

Un grand crime ne va jamais seul. Graces soient rendues à la commune de Paris & à Santerre. On peut évaluer de quinze à vingt mille les émigrés de tout sexe , de tout âge , de toute condition , qui ont trouvé le secret de rentrer à Paris. Qu'on juge de ce que peuvent oser de pareilles gens , par la déposition que vient de faire un valet de pied du ci-devant comte d'Artois , capturé dernièrement. Il pénétra jusqu'ici avec un passe-port qui le qualifioit de hussard réformé pour cause d'infirmité. Cet homme , non-seulement montoit sa garde , mais encore il faisoit le métier de remplaçant ; il déclara qu'un quart de ses camarades de corps-de-garde est émigré comme lui. Ces gens sont chargés d'instructions dont ils s'acquittent avec zèle & fidélité ; ils ont commission aussi de se glisser par tout & d'y jouer un rôle convenu aux tribunes de la convention , dans les sociétés populaires , aux assemblées de sections , dans les groupes , &c.

Le complot révélé par la commune n'est plus un mystère , d'après les renseignemens de ces émigrés , qui sont parmi nous autres habitans paisibles & insoucians de Paris , ce que sont les espions lâchés dans une armée ennemie. Quels services signalés ils rendroient à leurs maîtres dont ils sont bien payés , s'ils venoient à bout de faire égorger quelques députés , n'importe lesquels , dans l'assemblée même de la convention & aux yeux de toute la ville responsable de l'existence individuelle & de la liberté politique des représentans de toute la nation !

Depuis long-temps il est à l'ordre du jour le projet de transporter la convention ailleurs ou de la dissoudre tout à



à fait, au moyen de grandes violences exercées sur ses membres; ceux de la montagne sont désignés comme les autres au poignard des assassins. Ce n'est pas précisément l'autorité arbitraire d'un protecteur que l'on se propose d'établir par ces mesures contre-révolutionnaires. On sait bien qu'un protecteur, tel qu'il fût, ne verroit pas le soir de la première journée de son élévation; mais il serviroit d'échelon pour recourir à la monarchie pure & simple ou modifiée, n'importe, & l'on ne désespère pas d'y atteindre à force de dégoûts, d'inquiétudes, de privations, de misères d'excès en tout genre, de brigandages de toute espèce, de violations des droits les plus saints, des principes les plus sacrés, ou bien par le défaut d'harmonie, de centre commun, d'unité d'action. Pour opérer tout cela à la fois, il suffisoit peut-être de ce seul coup de main médité depuis d'un mois, & qui avoit été arrêté définitivement pour la nuit du 10 au 11; mais garre aux ides de mars pour les hommes d'état, les soi-disant révolutionnaires & les aristocrates! Malheureusement, & c'est là le coup de maître de nos ennemis domestiques, ils sont venus à bout de tout confondre exprès & d'entacher les réputations du civilisme le plus pur. On ne s'entend plus, & les patriotes entiereux ne savent à quels signes se reconnoître; ces signaux sont contrefaits aussi-tôt.

Ces mêmes manœuvres perfides ont eu lieu, & le même coup devoit être porté dans plusieurs grandes villes en même-temps, comme il est aisé de s'en convaincre par la coincidence des troubles de Lyon, Bordeaux, Dijon, Angers avec ceux de Paris. Pas de doute non plus que si la conjuration eût réussi, on s'étoit arrangé pour qu'à la première nouvelles nos armées débandées ouvrisent passage à l'ennemi qui ne s'avance à si grands frais que dans l'espoir d'avoir part à la curée.

Toujours est-il certain que la convention a couru de très-grands risques, & si elle s'en est échappée, elle n'en a pas obligation à son comité de sûreté générale, qui a toujours connoissance du mal quand il est commis ou découvert. Tout l'honneur en est dû aux magistrats du peuple qui ont fait leur devoir. L'insouciance de leur part eût perdu la chose publique. Les conspirateurs étoient en force & leur audace étonne; jusque là qu'ils ont osé se présenter à la convention avec un drapeau blanc fleurdelisé, & point de couleurs nationales aux cravates.



Ils ont été plus timides dans la première partie de leur plan. Qui les eût empêchés, la nuit du 9 au 10, de faire main basse sur toutes les imprimeries de Paris à la fois? la motion faite par Duhem, la veille, leur applanissoit la route de cet attentat. Aucune autorité constituée, quoique prévenue, ne manifestoit le desir de réprimer les conspirateurs. Le peuple eût été le témoin tranquille de leurs brigandages, peut-être même il y eût applaudi, tant on a pris soin de travailler l'opinion publique sur l'importance de la liberté de la presse dans un état libre; en sorte qu'il étoit possible, le lendemain matin, de ne pas trouver un seul atelier en état de publier la nouvelle de ce complot, & d'en instruire les départemens, lesquels n'auroient su que penser de l'absence subite de tous les journaux. Ce grand pas fait, le reste de la conjuration alloit de suite, il ne nous eût resté bientôt que le souvenir de notre liberté, & le repentir tardif d'avoir si mal conservé le plus précieux de tous les dépôts. Ah! c'est de ce moment que nous aurions été la fable des nations voisines & l'opprobre de l'espèce humaine!

Graces soient rendues à la commune de Paris: quand une soixantaine de personnes se disant députés des jacobins & des Cordeliers vinrent lui demander de fermer les barrières, de sonner le tocsin & de déclarer Paris en insurrection; c'en étoit fait peut-être de la république, si la commune n'avoit pas pris & gardé une attitude imposante; elle-même en eût été victime la première. Car l'intention de ces soi-disant révolutionnaires étoit de s'installer à sa place, & déjà tout étoit disposé pour cela dans les sections où ils avoient des agens prêts à confirmer leur démarche hardie. Fournier, l'un de leurs chefs, succédoit à Santerre dont la perte étoit arrêtée. Et ce qui est digne de remarque, c'est que tous ces gens là sont des étrangers.

Une chose affligeante & qu'on ne sauroit révoquer en doute, c'est que cette conspiration échouée, comme par miracle, cette trame infernale a été ourdie au sein des sociétés populaires. Le foyer de cet incendie, long-temps couvé dans l'ombre du mystère, étoit aux Jacobins & aux Cordeliers: & ce n'est point une conjecture. Le ministre de la justice s'en est expliqué ainsi dans son rapport officiel fait jeudi à la convention:

« Dimanche 10 mars, entre huit & dix heures du soir, je crus voir un grand mouvement autour de la convention;



il y avoit aussi grand nombre de fédérés dans les rues ; croyant que cela alloit devenir sérieux , je me rendis chez le ministre Clavière , que je ne trouvai point , je fus de là chez celui des affaires étrangères.

» Un de ses employés qui venoit des Jacobins nous annonça qu'on y avoit fait la motion de se diviser en deux bandes , l'une pour se porter à la convention pour se défaire des députés qui avoient défendu Capet , & l'autre pour aller égorger les ministres.

» Un autre membre dit qu'il aimoit bien la liberté & la révolution ; mais qu'il désapprouvoit cette mesure violente , & qu'il falloit se contenter de mettre ces membres de la convention en état d'arrestation.

» Dubois de Crancé arrive & leur dit qu'ils perdroient la république avec de telles mesures , qu'elles étoient horribles ! Ce discours aurait dû faire impression , mais un moment après il sortit des Jacobins des membres très-échauffés , ils grossirent leur groupe & se rendirent aux Cordeliers ».

Marat ne s'apperçoit pas qu'il est en contradiction avec lui-même , en attribuant la dénonciation faite par Gamon à la séance du 10 , à l'envie *des hommes d'état* d'empêcher ou de retarder l'organisation du tribunal révolutionnaire. Le fait allégué par Gamon & dénoncé déjà au comité de sûreté générale , étoit un motif de plus pour hâter la formation de ce tribunal ; cette mesure aussi , loin de ralentir le recrutement de l'armée , comme le prétend l'ami du peuple , ne pouvoit que lui être favorable. On quitte ses foyers sans regret , quand on les laisse sous la sauvegarde active de la loi.

Quoiqu'on en dise , il est suffisamment prouvé que le matin du samedi 9 des particuliers se sont emparé des avenues des tribunes de la convention , & se sont opposés , malgré les consignes des sentinelles , à ce que les femmes y fussent admises. Les tribunes ont donc , pour la première fois , été remplies d'hommes.

Des particuliers , dans les cafés qui environnent la convention & sur la terrasse qui l'avoisine , disoient tout haut qu'on ne laisseroit entrer que des hommes dans la convention , parce qu'il devoit s'y faire une expédition. Quelques-uns interrogés sur l'espèce d'expédition qui devoit avoir lieu , ont avoué qu'il s'agissoit de couper la tête à quelques députés.



Le ministre de la guerre , Pétion & quelques - autres citoyens ont été insultés , menacés , en entrant ou en sortant de la convention.

Ces coupes-jarrets , pour mettre leur entreprise à exécution , ont fait les patriotes enragés dans les clubs & les sections , afin d'engager dans leur parti quantité de bons citoyens qui ne prennent conseil que du moment , & qui vont où on les pousse. Les Jacobins & les Cordeliers les plus purs ont donné les premiers dans ce piège , & dans le massacre qui devoit suivre l'assassinat d'un bon tiers de la convention , ils devoient aussi payer leur imprudence de leur vie. Les députés de la montagne qui se sont le plus récrié contre la véracité de la motion de Gamon , n'auroient que trop éprouvé la réalité de ce complot , s'il n'avoit pas été déjoué & prévenu par la commune.

On s'imagine bien que les poignards auroient été distribués à ces milliers d'émigrés qui n'ont afflué à Paris que dans cette intention ; d'après cela on conçoit que les pétitionnaires des huit mille & des vingt mille eussent été enveloppés dans la proscription. Qui fait même si le peuple n'auroit pas prêté les mains , animé par les scélérats qui auroient parcouru les rues de Paris , criant : Braves Sans-Culottes , il y a assez long-temps que vous souffrez de l'aristocratie des riches ; l'égalité est une chimère tant qu'il y a des pauvres ; les riches ont encore le cœur plus dur que les nobles & les prêtres. Vous vous êtes défaits de ces deux dernières classes ; il ne vous reste plus qu'à faire main-basse sur les gens aisés qui vous narguent , qui signent des pétitions anti-révolutionnaires ? Les officiers municipaux les plus populaires n'auroient point été épargnés , & Santerre pas plus qu'eux ; sa tête étoit proscrire ; car il ne faut pas perdre de vue que cette conspiration étoit dirigée contre les patriotes , d'autant plus adroitement qu'on avoit l'air de n'en vouloir qu'aux brissotins , aux girondins , aux rolandistes , & que le dernier terme où l'on se proposoit d'arriver étoit de faire demander un maître , tout au moins provisoire , & ce maître , ce protecteur , étoit trouvé , puisque la faction d'Orléans n'est plus une chimère. N'a-t-on pas même osé déjà en porter les premières paroles ? Mercredi soir , à la halle , des femmes se disoient tout haut : Ma foi ! il vaut mieux avoir un roi , que d'être ainsi tous les jours tracassé par une poignée de coquins ; on



n'est pas sûr le matin de coucher dans son lit le soir. Vive les Bourbons ! On observa que ces femmes étoient les mêmes que celles qui se trouvoient à la tête de la journée du lucre. Ces femmes insultoient en même-temps les bonnes citoyennes qui ne disoient pas comme elles. Jeudi soir , dans un groupe sur la terrasse des Feuillans , on disoit sans se gêner : Il est impossible que cela dure ; il faudroit mettre Egalité commandant de la garde nationale.

Ce propos laisse beaucoup à penser. Il y a peine de mort contre le premier qui prononceroit le mot de dictateur ou de roi ; mais il n'y a pas de loi qui défende de penser à *Egalité* pour la place de général des volontaires parisiens. Si ce premier pas étoit franchi , le reste s'expliqueroit de lui-même.

Mais la faction d'Orléans n'est pas la seule ; il y a le parti des ambitieux beaucoup plus à craindre que l'autre. Ceux-ci ne visent point à rétablir la royauté ; ils ont d'autres projets ; c'est de se distribuer les débris du trône , c'est de concentrer dans leurs mains tous les pouvoirs , de s'emparer de toutes les ressources , & de régner tout en déclamant contre la monarchie. Le vaisseau de la république est maintenant placé entre ces deux écueils ; mais , hélas ! où sont les pilotes assez expérimentés pour nous tirer de ce mauvais pas ? Nous avons beau regarder autour de nous , il ne s'en est pas encore trouvé. Les citoyens s'en sont rapportés , jusqu'à présent , au premier charlatan qui les a harangués avec les meilleurs poumons. L'esprit qui préside aux assemblées des sections est déplorable , & pire encore que celui des clubs. Les députés sages & paisibles se sont retirés des Jacobins ; les patriotes tranquilles ont déserté aussi leurs sections. Au fait , quelle idée peut-on prendre d'elles , après la lecture de l'adresse suivante ?

*Copie littérale de l'adresse portée dans les sections par quatre fusiliers , au nom de la section des Quatre-Nations , la nuit de dimanche à lundi. «* Républicains ! vous voulez être libres ? vous voulez sauver la patrie ? Ecoutez-nous. Nul doute que l'invasion de la Belgique ne soit l'œuvre de la faction impie qui paralyse la convention nationale & déchire le sein de la république. On reconnoît le complaisant des rois , le héros du camp de la Lune , le traître Dumourier aux succès de nos ennemis , les défenseurs de la



patrie se lèvent, mais ils jettent au-dedans leurs premiers regards sur les chefs de conspiration, au moment où il faut agir; ils ne s'arrêteront point à vous peindre les menées odieuses des Roland, des Brissot, des Genfonné, des Guadet, des Pétion, des Barbaroux, des Louvet, &c. & aux yeux de tous les Français libres, ces traîtres sont plus que démasqués, car ils ont la conviction intime de leurs trahisons; ils pensent que la nouvelle proposition faite ces jours-ci par des patriotes, d'établir un nouveau tribunal révolutionnaire, & celle de la destitution des ministres, sont des palliatifs insuffisans, de fausses mesures, puisqu'elles n'attaquent qu'indirectement les assassins de l'intérieur qui trouvent un point de ralliement au sein même de la convention. Ils demandent, comme mesure suprême, & seule efficace, que le département de Paris, partie intégrante du souverain, exerce en ce moment la souveraineté qui lui appartient: qu'à cet effet toutes les sections & cantons soient convoqués, pour autoriser l'assemblée électorale du département de Paris à révoquer & rappeler les mandataires infidèles & indignes d'être législateurs d'une république, puisqu'ils ont voté la conservation du tyran, le rétablissement de la tyrannie; que c'est avoir voté avec les puissances coalisées, avec les émigrés, avec tous les royalistes, ennemis ligués de la république, & qui poursuivent contre elle leur plan de contre-révolution. L'assemblée générale de la section, après avoir entendu l'adresse énergique de la société des Cordeliers, a unanimement arrêté d'adhérer, & a nommé sur le champ des commissaires pour la communiquer aux quarante-sept autres sections, ainsi qu'aux sociétés des Jacobins, des Cordeliers, & former le comité d'insurrection, qui devient indispensable. Le point central est aux Jacobins. GENTIL, *président*; LINGBERG, *secrétaire*. (Du club des Cordeliers.) »

Nous devons dire cependant, à la décharge de la section des Quatre-Nations, que cette adhésion lui fut surprise, & que le vœu général des membres de l'assemblée étoit de nommer des commissaires pour examiner l'adresse dont les sieurs Varlet & Martin, membres des Cordeliers, vinrent faire lecture; adresse que Varlet avoit déjà

(1) Cette société a déjà chassé de son sein le sieur Martin.



lue aux Jacobins, en y prêchant l'insurrection. La section des Quatre-Nations, par un arrêté du 11 mars, vient de retirer l'adhésion qu'on lui avoit extorquée, & en fait part à la convention nationale & aux autres sections de Paris.

Semblable piège avoit été tendu à la section du Finistère. Une députation de trois personnes se qualifiant de Jacobins, vinrent, au nom de cette société, pour avoir l'agrément de la section en faveur d'un arrêté révolutionnaire, tendant à mettre en état d'arrestation bon nombre de députés, les ministres, les généraux, les directeurs de poste, & même à faire tomber leur tête. La section entendit la lecture de ce projet; & ne voyant pas le chiffre de la société des Jacobins timbré au bas, on eut le bon esprit de passer à l'ordre du jour.

Pendant que toutes ces scènes d'horreur se préparoient, que faisoit donc le comité de sûreté générale? Quoi! jadis sous le règne du despotisme un seul lieutenant de police, souvent dépourvu de talents & d'esprit, un Lenoir enfin savoit tout, étoit présent partout; rien ne lui échappoit: quoique tout fut calme, il promenoit partout ses regards. Sa vigilance s'étendoit jusqu'aux extrémités de la France, & y atteignoit les individus les plus obscurs, les faits les plus ignorés. Et dans un temps où la liberté est environnée de pièges & d'embûches, menacée de toutes parts, douze hommes qui réunissent un pouvoir bien plus étendu que celui d'un lieutenant de police; douze hommes laissent tramer une machination aussi infernale, sans nous avertir de son existence, sans la prévenir; car le hasard seul l'a arrêtée. Il n'est pas possible de dire qu'elle fût secrète & ténébreuse; elle embrassoit toute la république. Les armées étoient travaillées en même temps que Lyon, que Paris, que Bordeaux, &c. Certes, un plan aussi vaste ne pouvoit cacher tous ses ressorts: le comité n'a pu l'ignorer, pourquoi a-t-il gardé le silence? Il vient nous dire après coup, lorsque nous sommes hors du danger, que cette conjuration terrible tient à des personnages qu'on ne peut dévoiler encor? n'est-ce pas nous dire assez clairement qu'il ne veut pas couper la trame de ce complot? Car s'il connoît les monstres qui l'ont préparée, pourquoi ne pas les montrer à toute l'Europe? pourquoi ne pas les saisir, ne pas les livrer à la vengeance des loix: attend-il qu'ils renouent ce fil brisé entre leurs mains? &c.



si le comité n'est pas instruit de tous ces horribles détails, s'il ne les connoissoit pas d'avance, il est aussi coupable que ces lâches officiers, que ce vil état-major de notre armée de la Belgique, qui laissant approcher l'ennemi sans être instruits de sa marche, ont aussi laissé égorger notre avant-garde.

Il n'y a pas de milieu. D'après ce triste événement le comité de sûreté générale est le plus inutile, & par conséquent le plus immoral des comités, ou il en est le plus dangereux. Inutile, si placé en observation, il n'observe rien, ne voit rien; s'il vexe au hazard quelques particuliers qui ne marquent ni par leurs crimes, ni par leurs places, & s'il laisse échapper les grands coupables, sans prévenir leurs abominables desseins, sans les dévoiler lorsqu'ils sont éventés; il est convenu lui-même, par la bouche de Lafource, qu'il ne devoit qu'aux ministres le peu de renseignemens insignifiants qui lui étoient parvenus. Ce n'est que pour éloigner de nous les grandes crises, les grands périls que ce comité a été institué, & ce sont précisément les grandes crises, les grands périls, qu'ils ne pressent pas. Il ne voit pas de loin se former l'orage, il est donc entièrement inutile & dès-lors immoral, puisqu'il ne poursuit que les individus isolés, que les simples particuliers, & non point les grandes aggregations de scélérats.

Il en est le plus dangereux, si ayant eu connoissance de l'entreprise que l'on alloit tenter, il a fermé les yeux. Sans doute, si le comité eût vu dans un pareil mouvement tous les signes d'une insurrection réelle, il devoit rester immobile devant la majesté du peuple. Mais dans quel but une nation s'insurge-t-elle? c'est pour résister à l'oppression; & alors le signal du ralliement, n'est pas celui de l'esclavage le plus abject: on ne crie pas *vive le roi, vive les Bourbons*. Contre qui s'insurge-t-elle? n'est-ce pas contre une autorité qui est son ennemie. Or le comité de sûreté générale pouvoit-il croire que la convention fût alors ennemie du peuple? n'étoit-ce pas la montagne qui y gardoit la supériorité depuis deux mois? & les membres de ce comité n'étoient-ils pas eux-mêmes de la montagne? mais s'ils n'ont laissé un libre cours à ces événemens désastreux que dans l'intention de satisfaire des haines particulières, ou peut-être leur ambition, ah! ç'en est fait de la république, si la convention le laisse subsister plus long-temps;



un tel comité ne seroit propre qu'à opérer une contre-révolution, & non point à sauver la chose publique.

Mais si l'on doit anéantir le comité de sûreté générale, faut-il anéantir les assemblées populaires, les sociétés patriotiques, qui semblent avoir participé d'une manière plus active à ces mouvemens désordonnés ? Dumourier qui vient de défendre aux clubs de la Belgique *de s'immiscer aucunement dans les affaires publiques*, vient d'agir en Lafayette. Ce n'est pas en paralysant, en étranglant l'opinion qu'on la forme ; c'est en l'éclairant, en lui laissant un libre essor, parce que la vérité triomphe toujours de l'erreur. Que ses vrais apôtres la prêchent, & elle se répandra par-tout ; qu'ils apprennent à ces peuples régénérés à la liberté leurs droits & leurs devoirs, sans lesquels leurs droits ne peuvent subsister ; alors on verra que ce n'est point par des déclamations vides de faits, par des dénunciations oiseuses que l'on parvient à la vérité ; que ce n'est point par des pillages, par des effractions, par des massacres qu'on sauve la patrie, mais par une vigilance suivie & continue, par des dénunciations froides & raisonnées, par le respect pour les propriétés & les personnes.

Peuple français, allez au contraire assidûment dans vos sections & dans les assemblées populaires ; le salut de la patrie est là ; mais ne vous enthousiasmez pour aucun orateur : avant même d'accorder quelque confiance à des discours, examinez bien celui qui les tient, informez-vous de ce qu'il a été, de ce qu'il est ; demandez quel est son état, comment il vit & de quoi : tout homme qui n'exerce aucune profession, peut être payé par l'aristocratie ; il vous tiendra des discours extrêmement patriotiques ; ordinairement les hommes payés parlent bien ; les aristocrates ne donnent leur argent qu'à des gens capables de le gagner, & ils en ont ainsi trois ou quatre qui tiennent le haut bout dans toutes les sections, qui accaparent la parole & les places. Tous ces parleurs, c'est Pitt qui les dirige du cabinet britannique, qui leur apprend à prêcher insolemment le mépris de l'ordre & des loix provisoirement reçues.

Plus on y réfléchit, plus on sent la nécessité où sont les sociétés populaires de s'épurer. Nous le répétons ; des brigands salariés se sont introduits dans leur sein & les perdront si elles n'y prennent garde, c'est le premier but auquel tendent nos ennemis. Jacobins, Cordeliers qui êtes de bonne foi, hâtez-vous de passer au creuset les noms de tous vos membres.

N°. 192. Tome 15.

C



Et vous, Parisiens, à qui le dépôt de la convention a été confié par les départemens, songez que vous êtes comptables de ce dépôt à la république, à l'Europe, à la postérité. Vous n'avez pas voulu que les représentans du peuple eussent d'autre garde que vous-mêmes; vous avez promis de leur faire un rempart de vos corps; le moment est venu de remplir votre promesse; déjà l'on étoit parvenu à endormir votre vigilance; vous vous êtes réveillés; & les malveillans se sont cachés dans l'ombre; mais ce n'est point assez, il faut les poursuivre le flambeau de vérité à la main, & sur-tout vous tenir en garde contre leurs prestiges. Citoyens des quatre-vingt-six départemens, que qu'on vous dise, croyez-en des amis de la vérité; dans Paris il est trente bons citoyens pour un brigand.

Il est de notre impartialité de donner ici les discours de Vergniaud & de Marat, sur la conspiration dont la France entière a failli être victime.

*Discours de Vergniaud.*

« Lorsque la conjuration des poudres fut découverte à Londres, il n'y eut que les auteurs de la conspiration qui trouvèrent perdu le temps qu'on employa à la développer. Qu'on m'interrompe actuellement, si on le juge à propos.

Je pense, comme Thuriot, qu'il n'est pas ici question de discours. Vous avez à vous occuper, citoyens, d'une grande conspiration, dont le hasard vous fit hier découvrir le premier fil. Je demande à dénoncer des faits qui y sont relatifs. J'adjure tous mes collègues, au nom de la patrie, de me permettre quelques développemens sur les moyens que l'aristocratie vient d'employer pour renverser la liberté publique.

Abreuvé de calomnies, je me suis depuis quelques mois abstenu de la tribune, pour ne pas être dans cette assemblée le sujet de l'éveil de toutes les passions, & le ferment de tous les partis.

Mais aujourd'hui que nous sommes, ou que nous devons être tous réunis par le sentiment d'un danger qui fut commun, aujourd'hui que la convention nationale ouvre les yeux sur le bord de l'abîme où elle étoit entraînée, aujourd'hui que Catilina n'est pas seulement aux portes de Rome, mais autour de nous, dans cette enceinte peut-être, bien résolu de ne me permettre aucune espèce de personnalité, je vais dire ce que je fais, sans crainte du peuple, parce qu'il est juste; sans crainte des assassins, parce qu'ils sont lâches & que je fais défendre ma vie contre eux.

Telle étoit la nature des mouvemens que l'aristocratie



avoit préparés, que depuis quelque temps il étoit impossible de parler de loix, de justice, d'humanité, sans être traité de royaliste, de contre-révolutionnaire, de conspirateur. Parloit-on au contraire avec mépris des loix & des propriétés? provoquoit-on au meurtre, au pillage, à l'incendie, on étoit couvert d'applaudissemens, chargé du titre glorieux de patriote. Ainsi le peuple, par l'effet de cette manœuvre infâme, fut divisé en deux partis; l'un aveugle, égaré, suivit, dans son délire, toutes les impulsions qu'on voulut lui donner; l'autre fut frappé de stupeur; ses forces se perdirent avec son courage.

Ces effets furent tellement combinés, qu'on se tromperoit étrangement, si l'on pouvoit croire que les derniers pillages du mois de février ont été la suite naturelle & des besoins du pauvre & du renchérissement des denrées; ils sont le résultat de cette opinion fortement prononcée & très-fréquemment répétée, que ruiner les malheureux détaillistes, forcés de vendre leurs denrées un prix fort cher, étoit faire une action très-patriotique, & que ceux qui cherchoient à éclairer le peuple, à le faire sortir de son funeste égarement, étoient eux-mêmes des accapareurs.

Cet égarement acquit encore de la consistance, par des mesures prises par la convention nationale, & sur lesquelles il ne m'appartient pas actuellement d'élever aucune réflexion. Le jour où les meurtriers de Simoneau reçurent, pour prix de leurs crimes, l'impunité, la généreuse résolution de mourir pour l'exécution de la loi s'éteignit dans toutes les âmes.

Des troubles suscités par l'aristocratie s'élevèrent dans les départemens. L'amnistie donnée aux coupables a amené de nouveaux complots, des violences nouvelles, des pétitions insensées & mille autres excès qu'il est inutile de rappeler à votre mémoire. C'étoit un grand pas de fait; mais il restoit encore au peuple des amis véritables, attachés à la cause dès la première époque de ses succès, non par spéculation, non pour acquérir des autels ou des carrosses, mais pour le défendre, pour le servir contre tous ses ennemis.

Ces amis pouvoient l'éclairer; à leur voix encore respectée, le bandeau de l'erreur & du fanatisme pouvoit tomber: dès-lors on n'a cessé de distiller sur eux le poison de la calomnie; les inculpations les plus froidement atroces ont été lancées contre eux; les titres les plus exécrables leur ont été prodigués; les tables sanglantes des proscriptions ont reçu leurs noms, & les assassins des poignards.

Alors s'est développé ce système affreux de renverser la liberté par les mains de la liberté elle-même. On osa dire



aux citoyens , aux représentans du peuple même : Vous êtes libres , mais si vous ne courbez pas la tête devant nous , nous vous dénonçons aux assassins ; vous êtes libres , mais si vous ne fléchissez pas le genou devant notre idole , nous vous dénonçons aux assassins ; vous êtes libres enfin , mais si vous contrariez nos idées , si vous vous opposez à nos vues , à nos plans , à nos projets , nous vous dénonçons aux assassins. Alors , sans doute , il fut permis de craindre que la révolution dévorant , comme Saturne , tous ses enfans , ne finît par engendrer des despotes. L'aristocratie vit cette crainte s'élever dans l'ame des amis de la liberté ; elle en profita pour nous diviser ; & certes , pour parvenir à ce but , elle eut assez de facilités.

Au moment où la république fut jurée , plusieurs membres de cette assemblée crurent que la révolution devoit être finie , que les représentans du peuple n'avoient plus qu'un devoir pressant , celui de donner à la France une constitution qui pût lui assurer la liberté , l'indépendance & le bonheur. D'autres , au contraire , effrayés de la masse des ennemis qui se pressent autour nous & menacent encore nos frontières , ne pensèrent pas que la révolution fût finie , & parurent tendre à en continuer le mouvement.

Dès-lors les premiers furent , par les seconds , appelés Feuillans , modérés ; ceux-ci , à leur tour , furent traités par ceux-là d'agitateurs & d'anarchistes. Telle fut la cause première des divisions qui ont éclaté parmi nous.

Un grand procès étoit pendant devant la convention nationale ; plusieurs membres réclamèrent l'appel au peuple , comme un hommage dû à sa souveraineté ; ils crurent que le moyen le plus sûr d'en imposer aux puissances liguées contre nous , étoit de déployer à leurs yeux le spectacle de vingt-cinq millions d'hommes réunis pour un intérêt commun. D'autres regardèrent l'appel au peuple comme une mesure qui entraîneroit la guerre civile & la dissolution de l'état. Dès-lors les partis n'eurent plus de frein , la discorde plus de bornes dans ses fureurs , les épithètes de royalistes & d'usurpateurs de la souveraineté du peuple furent réciproquement prodiguées ; l'aristocratie ralluma ses espérances aux torches de la discorde ; elle jura de perdre la convention par la convention elle-même ; elle dit : Si je parviens à rendre cette assemblée le cratère brûlant d'où s'élancent ces expressions sulphureuses , enfans de la haine , de la calomnie & de la fureur , aidée de quelques membres , diriger un mouvement contre la totalité , ne me sera pas difficile. Ce mouvement opéré , je dénoncerai moi-même



les lâches qui m'auront servi ; un second mouvement les anéantira , & alors paroîtra le tyran sur les débris sanglans du temple de la liberté.

Telles étoient les espérances de nos ennemis communs , lorsque les événemens de Liège nous furent annoncés. Ces événemens portent un caractère si extraordinaire , qu'il n'a pas dû être difficile de persuader qu'ils étoient les effets de la trahison. Dès-lors on répandit la fermentation avec les alarmes sur le sort des Liégeois , avec le tableau des trahisons qu'on attribuoit à nos généraux.

Dans ce moment , des citoyens de Paris ont mis en avant l'idée , que l'établissement d'un tribunal révolutionnaire devenoit indispensable ; que nos généraux devoient être mis en état d'accusation devant ce tribunal ; que les ministres étant d'accord avec des membres proscrits de cette assemblée , il falloit réorganiser le ministère ; que les ministres devoient être choisis dans le sein de la convention nationale. On s'étoit flatté que l'assemblée seroit assez foible pour ne pas voir le piège , & qu'il se trouveroit dans son sein des membres assez lâches pour accepter la proposition.

L'idée d'un tribunal extraordinaire fut adoptée , mais il n'en fut pas de même de celle relative au ministère. Cette dernière fut presque unanimement rejetée ; mais il est essentiel de dévoiler comment l'aristocratie vouloit désorganiser l'armée , & organiser en même temps & le tribunal & le ministère.

Elle disoit : lorsque des membres de la convention , élevés au ministère , auront à leur disposition les trésors de l'état , la distribution des graces , des places , & tous les moyens de popularité , il ne sera pas difficile d'écraser cette convention , qui elle-même aura servi à légaliser l'usurpation de ses membres , & alors si quelque citoyen veut élever la voix , veut faire entendre le cri de l'oppression , le tribunal est là pour le juger , pour le punir.

Citoyens , le danger étoit grand , la convention y a échappé , mais je dois cependant cette déclaration à la république , qu'elle avoit dans son sein des Brutus , & que ses décemvirs n'eussent pas vécu plus d'un jour.

Je passe aux faits que j'ai promis de faire connoître.

Comme j'ai à parler des sections , je dois une observation. Les sections de Paris sont permanentes ; les citoyens se retirent de leurs assemblées très-peu avant dans la nuit ; mais à cette heure , des hommes étrangers à la section , au département de Paris , à la France même , souvent viennent occuper la place que les citoyens ont



quittée; & c'est à ce moment que se prennent des arrêtés incendiaires, contre lesquels j'ai provoqué plus d'une fois votre sévérité.

Lors de l'affaire de Louis Capet, on vous dénonça que plusieurs sections s'étoient déclarées en état d'insurrection; interpellées sur le sens de ce mot, elles répondirent qu'elles n'entendoient être qu'en état de surveillance active. Aucune mesure ne fut prise à cet égard.

C'est alors sans doute que se forma ce comité d'insurrection dont j'aurai à vous entretenir; je vous nommerai seulement trois de ses membres: Fournier, que vous mîtes hier en état d'arrestation; Desfieux, homme connu à Bordeaux par ses escroqueries & ses banqueroutes; Lajinski, étranger, qui commandoit l'expédition des prisonniers d'Orléans, connu dans sa section & dans les départemens pour un homme plus que suspect, arrêté à Amiens pour ses motions atroces & sanguinaires, pour avoir travaillé le peuple de cette ville, & avoir cherché à le porter à des excès; j'ai dans mes mains les procès-verbaux de son arrestation & de son interrogatoire.

Ce comité d'insurrection existant encore, je demande contre qui il existe? Ce ne peut être que contre la convention nationale, puisque la convention nationale est la seule autorité supérieure, & qu'un mouvement d'insurrection ne peut se diriger que contre l'autorité supérieure.

Il est reconnu que les agens de l'Angleterre se sont depuis quelque temps immiscés dans les sociétés populaires de cette ville, auxquelles l'ami de la liberté doit cet hommage, que la France leur doit la révolution. Ces étrangers cherchent à pervertir l'esprit de ces sociétés depuis quelques jours; ils prétendent dans leur sein, qu'il faut se défaire de tous les Brissotins, les Girondins, &c. &c. des ministres, des généraux, de tous ceux enfin qui ont eu le malheur de leur déplaire. Ils y font hautement l'apologie du 2 septembre, & prétendent (ce sont leurs termes) qu'il n'y a d'autre reproche à faire à ces sanglantes journées, que de ne pas avoir été complètes, & qu'un supplément leur est nécessaire.

Le 9 de ce mois, à la séance du soir de la société des amis de la liberté, quelques agens de l'aristocratie abusant de la parole que l'assemblée avoit la faiblesse de leur accorder, firent une invitation formelle aux hommes des tribunes, de se rendre le lendemain en armes à la convention pour une expédition (ce sont encore les termes dont se servit l'orateur). Le lendemain, en effet, des hommes seuls parurent



dans vos tribunes, dont les femmes, je ne sais en vertu de quelle autorité, furent exclues pendant cette séance.

Gamon, un de vos inspecteurs de la salle, voulut vous dénoncer ce délit attentatoire à votre police intérieure, & à la publicité de vos séances; les dispositions à la main, il voulut faire connoître le danger qui vous environnoit; vous passâtes à l'ordre du jour, & cet ordre du jour faillit vous perdre. Dans la même séance, Pétion & Beurnonville furent poursuivis & menacés sur la terrasse des Feuillans; je ne vous dirai point que le même jour, & presque au même moment, un homme, dont ma bouche ne prononcera jamais le nom, fut porté en triomphe en sortant de cette enceinte.

Comme on ne vouloit pas que de semblables faits fussent connus dans les départemens, on résolut de détruire les journaux. Il se forma un attroupement armé, Lajinski étoit à sa tête. Ces brigands avoient entendu répéter les paroles que proféra le farouche vainqueur d'Alexandrie, en incendiant la célèbre bibliothèque de cette ville: « Si ce » qui est là-dedans, disoit ce barbare, est autre chose que » l'alcoran, il faut le détruire; si ce qui est là-dedans n'est » autre chose que l'alcoran, vous n'en avez pas besoin, il » faut encore le détruire. »

De leur côté, les compagnons de Lajinski disoient « Si » ce qui sort de ces presses invite au désordre, provoque » au meurtre, au brigandage, nous n'en avons pas besoin, nous y provoquerons bien nous-mêmes; si au » contraire ce qui sort de ces presses ne provoque pas au » meurtre & au pillage, ces presses sont dangereuses pour » nous: brisons donc ces presses. . . . » Les presses furent brisées. (Ici Vergniaud rapporte quelques arrêtés pris dans diverses sections, & dont nous avons fait mention.)

Vous avez entendu la section Poissonnière, vous avez remarqué les emblèmes pros crits dont son drapeau étoit chargé, à quel point on abusoit des volontaires que leur zèle portoit à la défense de la patrie. Mais ce dont vous n'êtes pas instruits, c'est que ceux qui composoient la section lors de l'arrêté que vous avez si justement couvert de votre indignation, ont adhéré de nouveau à cette même réponse de leur président, contre laquelle la convention entière s'étoit soulevée.

La nuit du dimanche au lundi fut arrêtée devoir être la nuit de l'exécution; le soir, des hommes armés se rassemblent aux Champs-Elysées, pendant que des groupes très-nombreux grossissoient sur la terrasse des Feuillans. Pitt n'avoit pas oublié de semer ses agens parmi cette foule



de citoyens égarés. Ces hommes se rendent au comité d'insurrection, de là aux Cordeliers, où étoit le rendez-vous général. Là, on arrête que le conseil général de la commune sera invité à faire fermer les barrières, à faire sonner le tocsin & battre la générale: ces faits sont prouvés par mille témoins de ces mouvemens, qui peuvent en attester la réalité.

Cependant, pourquoi ces complots ont-ils avorté? pourquoi aucun des faits arrêtés n'a-t-il eu lieu? Il en est plusieurs raisons que je vais faire connoître.

D'abord les membres pros crits de la convention n'étoient pas à la séance; les assassins en ont été avertis par leurs espions; & ce que j'attribue au hasard seul, d'autres membres l'attribuoient à des causes différentes, disoient: «où sont » donc Guadet, Gensonné, Brissot, Louvet? Ils conspirent. . . . . »

*Second obstacle.* Surveillance du conseil général de la commune, que vous avez déclaré avoir dans cette nuit bien mérité de la patrie.

*Troisième obstacle.* Surveillance du conseil exécutif, dont les membres étoient eux-mêmes enveloppés dans la proscription; vigilance de Beurnonville, qui pros crit lui-même, parcourut cette nuit les rues de Paris, poursuivant les conspirateurs de l'œil & de son sabre.

*Quatrième obstacle.* Le bataillon des fédérés du département du Finistère, qui, heureusement, n'étant pas encore parti, resta toute la nuit sur pied, prêt à voler au secours de la convention nationale.

*Cinquième obstacle.* Opposition & surveillance des sections, qui étoient loin de partager les projets criminels des conspirateurs. Opposition & surveillance du faubourg Saint-Antoine; de ce faubourg qui n'aime pas les rois, mais qui aime la république; de ce faubourg que la postérité jugera, & qui méritera ses éloges & sa reconnaissance; de ce faubourg qui étoit prêt à voler à vous, & qui avoit donné des gardes à votre président.

Tels sont, citoyens, les dangers que vous avez encourus; telle est la profondeur du précipice affreux qui étoit creusé sous vos pas. Le bandeau tombera-t-il enfin? connoîtras-tu tes vrais amis, peuple infortuné? Peuple infortuné, je le répète, de la crédulité duquel on a si indignement abusé, reconnoîtras-tu qu'il est des hommes qui aiment mieux obtenir tes applaudissemens que les mériter; qui s'aiment mieux qu'ils ne t'aiment? Reconnoîtras-tu tes vrais, & inébranlables amis dans ceux qui, pour te servir, ne craignent pas de s'exposer à ta colère? Les royalistes se proclamoient



proclamoient les défenseurs de la constitution , parce que dans leurs mains cette constitution étoit une arme contre la liberté. Lorsque la constitution fut renversée, des hommes, non moins dangereux, abusèrent du mot souveraineté du peuple , & la firent concevoir où elle n'existe pas , pour l'anéantir là où elle réside toute entière. On te parle d'égalité & on te trompe encore.

Il existoit un tyran dans l'antiquité qui faisoit étendre ; sur un lit de fer , les victimes de sa fureur , & qui , là , dans des dislocations douloureuses , resserroit les membres de ces infortunés & les niveloit à la longueur de ce lit horrible. Peuple , ce tyran aussi aimoit l'égalité ; & voilà celle qu'on te présente trop souvent. J'ai déclaré que je ne faisois aucune inculpation personnelle ; si quelqu'un peut s'appliquer ce que je dis , ce n'est pas à moi qu'il doit en adresser le reproche. Oui , peuple , on te présente l'égalité sous les formes de deux tigres qui se déchirent , pendant qu'elle devrait t'être offerte sous les traits de deux frères qui s'embrassent. On te présente l'égalité armée des torches de la discorde ; l'égalité , qui , fille de la nature , ne descend sur la terre que pour y être le témoin de la réunion fraternelle des hommes , pour leur porter la consolation , la paix & le bonheur.

On te parle de liberté ; mais comme Thuriot vient de le dire , on te pousse à la licence , qui a aussi son fanatisme & ses druydes. Eh bien ! que ces druydes infâmes disparaissent , & que le burin de l'infamie grave leur honte sur la tombe qui recueillera leurs cendres.

Et vous , représentans du peuple , sortirez-vous enfin de l'état de stupeur , de l'inconcevable apathie qui semble avoir anéanti vos facultés ? Choisissez-vous entre les loix & l'anarchie , entre un gouvernement & l'anarchie , entre la république & le despotisme ? Si vous mollissez , si dans cette circonstance vous ne déployez pas la sévérité qui vous est nécessaire ; si vous ne prenez pas les mesures vigoureuses qui vous conviennent , c'en est fait de vous , c'en est fait de la liberté. Avec votre foiblesse s'accroîtra l'audace de vos ennemis ; d'ailleurs si vous en laissez appercevoir , croyez-vous réussir dans le recrutement que le salut de la république exige ? Quels citoyens abandonneront leurs femmes , leurs enfans , ce qu'ils ont de plus cher ? Quels citoyens iroient verser leur sang pour protéger l'anarchie & le brigandage ? Non , ils ne veulent mourir que pour la liberté.



Nous avons failli être vaincus sans combattre par un ministre pervers, qui n'eût été que ridicule par sa forfanterie, s'il ne fût parvenu, à force de perfidies, à rompre l'harmonie entre deux nations faites pour s'estimer, pour jouir en paix des avantages de la liberté; nous avons failli être la victime des Burke, des Windham, & de tous ces fougueux orateurs de l'Angleterre qui nous traitent de cannibales, parce que nous n'avons pas voulu nous laisser dévorer par des cannibales, qui, sur une terre rougie de ce sang qu'ils appellent royal, ont eux-mêmes par leurs fureurs, par leurs sorties virulentes, par leurs extravagantes calomnies, provoqué la mort de ce tyran, dont ils se proclamoient les appuis & les défenseurs.

Il faut enfin des mesures vigoureuses. Citoyens, êtes-vous fâchés que je ne me sois pas permis des personnalités? Il faut des mesures vigoureuses; vous vous flattez en vain de renverser les trônes, si l'ordre ne règne pas chez vous; si vous ne rétablissez pas ici le règne des loix, les rois vous survivront, & vous n'aurez pas vécu pour la liberté du monde. Si vos principes paroissent se propager chez vos voisins avec tant de lenteur, c'est, n'en doutez pas, qu'ils sont enveloppés d'un voile ensanglanté. Pensez-vous que, lorsque pour la première fois les peuples tombèrent à genoux devant le soleil, il étoit couvert de nuages précurseurs de la tempête? non, il rouloit pur, glorieux & sans tache dans l'immensité de l'espace, & c'est ainsi qu'il reçut les premiers hommages des mortels.

Faites donc disparaître les troubles de l'état que vous gouvernez; donnez-lui des loix, vous lui donnerez le bonheur, donnez-lui sur-tout & promptement la constitution qu'il attend de vous; alors seulement vous verrez les trônes s'ébranler, les sceptres se briser dans la main des despotes, & le peuple arriver vers vous, en vous donnant tous les témoignages de la fraternité.

Je demande que le ministre de la justice soit tenu de vous donner tous les renseignemens qu'il peut avoir sur l'existence d'un comité d'insurrection dans la ville de Paris. 2°. Que Lajinski & Desfieux soient à l'instant mis en état d'arrestation, & le scellé apposé sur leurs papiers. 3°. Que les registres sur lesquels sont consignés les arrêtés pris par les sections de Paris nous soient apportés. 4°. Que le commandant général de la garde nationale soit tenu de vous faire connoître les ordres qu'il a dû donner dans la nuit du 9 au 10. 5°. La formation d'un



comité, composé de six membres, lesquels seront chargés d'examiner les registres des sections, afin que le tout puisse être renvoyé au tribunal extraordinaire. Je demande enfin que la convention fasse une adresse instructive au peuple ».

*Réponse de Marat.* « Je ne me présente point avec des discours fleuris, avec des phrases parasites pour mendier des applaudissemens ; je me présente avec quelques idées lumineuses, faites pour dissiper tout le vain batelage que vous venez d'entendre. Personne n'est plus que moi pénétré des scènes scandaleuses qui ont eu lieu parmi nous, & des dissensions funestes qui ont éclaté dans cette assemblée ; personne plus que moi n'a été affligé de voir ici deux partis, dont l'un ne vouloit pas sauver la patrie, & l'autre ne savoit pas la sauver. Je ne prétends pas blesser personne ; la vérité toute nue ne doit offenser que les hommes qui s'y reconnoissent. Dans ce côté ( en désignant la partie droite de la tribune ) sont les hommes d'état ; je ne fais pas un crime à tous de leur égarement ; mais je n'en veux qu'à leurs meneurs ; mais il est prouvé que les hommes qui ont voté l'appel au peuple, vouloient la guerre civile, & que les hommes qui ont voté pour la conservation du tyran, votoient la conservation de la tyrannie. Ce n'est pas moi, d'ailleurs, qui les poursuis ; c'est l'indignation publique : je ne viens point jeter une pomme de discorde ; ceux qui m'entendent savent que j'ai parcouru moi-même les sociétés populaires, que je leur ai prêché la modération & l'obéissance aux loix, & que je les ai engagées moi-même à faire un rempart de leurs corps à la convention nationale, si elle venoit à être menacée. En cela, je n'ai suivi que le sentiment de mon cœur ; & vous ( en s'adressant à la partie droite ) si la sincérité, l'amour du bien public sont dans vos cœurs, je vous engage à vous montrer toujours d'accord avec les patriotes : voilà le seul vœu que je forme, voilà la seule action qui puisse sauver la république. Je m'oppose à l'impression d'un discours qui porteroit dans les départemens nos alarmes & le tableau de vos divisions. Je vote pour qu'à l'instant nous nous occupions du recrutement & de l'organisation du ministère ».

*Réflexions d'un voyageur hollandais sur le Hanovre.*

Tout despotisme porte en lui le germe de sa destruction. Ne soyons pas surpris si nous voyons tomber les



rêtes des rois ; s'écrouler leurs trônes & les peuples se-  
 couer leurs fers. Mais les soi-disans grands de la terre,  
 étourdis de ce mouvement subit , luttent encore dans  
 leur impuissance , contre la commotion universelle , &  
 deviennent , par leur juste châtiment , les instrumens  
 des grands desseins régénérateurs de la nature. L'Angle-  
 terre nous offre un exemple frappant de cette vérité. La  
 cour vient d'entraîner la nation dans une guerre contre  
 les Français. La cumulation de la dette nationale , la  
 perte de son crédit , la ruine de son commerce , &c. , se-  
 ront pour l'Angleterre les effets salutaires de cette dé-  
 marche imprudente : elle s'obstine à juger la nation  
 française , d'après les données de ses dernières guerres ;  
 mais depuis que la liberté , l'égalité & l'amour de la  
 patrie ont parlé aux cœurs de tous les Français , c'est  
 un peuple régénéré & bien différent de ces esclaves  
 d'une cour corrompue , que ces fiers insulaires ne regar-  
 doient qu'avec mépris sous l'ancien régime , parce qu'il  
 se croyoient seuls faits pour la liberté. La perte de ses  
 possessions électorales dans l'Allemagne , sera une des  
 moindres suites de cette guerre pour l'Angleterre. Les  
 observations suivantes que j'eus occasion de faire à mon  
 passage par le pays d'Hanovre , viennent à l'appui des  
 raisons générales que je viens d'exposer. Les contrées que  
 je parcourois sont désertes , mal cultivées ; les villages ,  
 les maisons se trouvent presque vides , & le paysan  
 pauvre n'a plus besoin que d'être dirigé pour faire une  
 explosion terrible. La ville d'Hannovre m'offrit les exem-  
 ples les plus frappans de l'oppression civile & de ses  
 suites inévitables , le mécontentement & la fermentation  
 des esprits : de-là les plaintes au sujet des impôts sur  
 les denrées , qui les portent à un prix exorbitant , qui  
 ne pèsent que sur le bourgeois , les nobles & leur suite  
 en étant exempts. Vient ensuite la capitation , impôt ca-  
 pable de réduire au désespoir les pères de famille indi-  
 gens qui ont beaucoup d'enfans , puisqu'ils paient autant  
 par tête que le plus riche propriétaire , c'est-à-dire deux  
*groschen* , qui font environ 7 sous par tête tous les mois.  
 Cet impôt fut consenti par les états après la guerre de  
 sept ans , pour payer les dettes du gouvernement. Il ne  
 devoit durer que six ans , & jusqu'en 1770 ; cependant  
 il se perçoit encore aujourd'hui , & loin d'avoir fait  
 éteindre une partie du capital , on n'a pas seulement  
 payé les intérêts ; tout est absorbé par les dépenses ex-



cessives pour la tenue des états, objet de 80,000 *rixda-*  
*lers*, & dont les membres ne connoissent d'autre obli-  
 gation que celle de vivre dans la bonne chère, & de  
 dépenser *noblement* l'argent qu'on leur accorde pour ne  
 s'occuper que des intérêts du pays. Ils ne rougissent point  
 de recevoir ces deniers tout dégoûtans de la sueur du  
 pauvre, qui les accompagne de ses malédictions. Les  
 dissipations à la cour des princes, qui, comme des nou-  
 veaux sardanapales, font charger tous les jours leur table  
 de mets auxquels on ne touche pas, & qui servent en-  
 suite à nourrir les meutes des chiens, ou la légion des  
 valets dont la cour fourmille, les vastes écuries où l'on  
 entretient un grand nombre de chevaux qui exigent une  
 dépense annuelle de 130,000 rixdalers, au moins, &  
 qui ne sont absolument d'aucune utilité, les entraves ri-  
 dicules & injustes dont on gêne la liberté de la presse  
 & celle de lire & de parler, l'orgueil insupportable de  
 la noblesse, ses droits féodaux, l'étalage de son faste  
 humiliant, l'insolence des officiers, les logemens mili-  
 taires, les recrutemens forcés, la marche lente, cou-  
 reuse & partielle de la justice; tout cela nécessairement  
 aigrit les esprits, & produira bientôt une explosion dont  
 les effets seront aussi terribles que les motifs en auront  
 été légitimes & naturels. Le mécontentement est général;  
 déjà on murmure tout haut. On a tracé pendant une nuit  
 des arbres de la liberté sur les portes de la maison du  
 comte d'Haremborg, & sur celle du conseiller de cour  
*Heiliger*; plusieurs pamphlets ont été répandus, conte-  
 nant des provocations au peuple; en différens endroits,  
 les paysans attroupés ont déjà fait retentir les cris de  
*vive la liberté & l'égalité*. Les suites en furent telles qu'on  
 devoit les attendre d'opresseurs lâches & pusillanimes:  
 on renouvella les prohibitions contre les écrits popu-  
 laires; on en défendit encore plus sévèrement la lec-  
 ture, & on emprisonna ceux qu'on avoit surpris en fla-  
 grant-délit. Le comte de Haremborg, un des premiers  
 notables, & ci-devant ministre, déclara qu'il perdrait  
 sa tête sur l'échafaud, plutôt que de souffrir qu'on fit  
 le moindre changement à la capitation & aux autres  
 impôts; qu'il n'existoit point de raisons valables pour y  
 désirer des modifications; qu'il falloit prendre patience  
 & se contenter de son sort; que les mesures sages &  
 paternelles qu'il prendroit devoient ramener le peuple  
 égaré. Si à tout cela on joint la conduite intolérante,  
 d'abord, & basse ensuite du général Freytag, qui, en



plein jour, arracha à un officier russe sous l'habit bourgeois, la cocarde blanche, quoiqu'il ne soit point chargé de l'exécution de la loi qui proscriit le port de toutes les cocardes, on n'aura pas de peine à croire que le peuple hannovrien voit s'approcher le jour de sa délivrance. Le major russe se plaignit à son frère, ministre à la cour de Berlin, de cet acte despotique, & le général Freytag fut obligé de lui demander pardon publiquement, pour avoir insulté un gentilhomme, officier de la Sémiramis du Nord. S'il eût accablé de coups de bâton quelque Hanovrien roturier, quelque *sujet* de sa majesté britannique, toute la noblesse eût fait retentir ses bravos & crié *bis*. Voltaire a dit qu'il n'existe point d'idées si extravagantes qui ne soit entrée dans la tête de quelque philosophe. On pourroit appliquer ce mot aux têtes des nobles. Un musicien français, assez fortuné, donna pendant son séjour à Hanovre des concerts. Après son départ, les nobles firent tout à coup la grande découverte que ce musicien étoit un espion français, qui pouvoit fort bien être venu pour tirer le plan des fortifications rasées, & pour reconnoître le lieu par où l'on pourroit, avec le plus d'avantage, attaquer les remparts, qui depuis long-temps sont transformés en esplanades; & les voilà dans la terreur; ils craignent tout, parce qu'ils ont tout à craindre. Vous voyez donc que l'esprit de la réforme universelle, loin de s'éteindre, est alimenté par ceux mêmes qui auroient intérêt à l'étouffer. Le feu sacré de la liberté & de l'égalité, tel qu'un vaste incendie, va bientôt embrâser l'Europe d'un bout à l'autre. On a raison de dire que tout mal porte en lui son remède. La tyrannie est la mère des ames fortes; c'est dans le silence de l'oppression, confondue parmi le vulgaire, que les nouveaux Brutus méditent la vengeance populaire. Les étincelles de ce grand embrâsement couvent déjà dans tous les cœurs, mais leur explosion a besoin d'un choc, & cela ira.

*Projet de Chabot sur les finances.*

Ce projet, qu'il est important d'examiner, présente d'abord des réflexions fort justes sur la nécessité de rendre notre comptabilité claire & lumineuse, d'en mettre les détails à la portée de tout le monde. Nous ne pouvons mieux faire que de les transcrire.

« Les agioteurs, les charlatans ont besoin de compliquer le système financier. Les amis de l'ordre & du bien public doivent faire tous leurs efforts pour simplifier tous



» les rouages de la machine : ils doivent tout mettre à la  
 » portée du moins instruit de leurs commettans. Or, je  
 » le demande à tous mes collègues de bonne foi : la ma-  
 » jorité de la nation peut-elle suivre dans toutes ses branches  
 » notre système financier actuel ? Si l'on n'ose l'assurer,  
 » j'en conclus que c'est un système qui n'est bon que pour  
 » les fripons.

» N'oublions pas que nous sommes les mandataires  
 » d'un peuple auquel nous devons un compte exact, non-  
 » seulement du bien que nous ferons en législation, mais  
 » encore de notre surveillance sur l'emploi de ses trésors ;  
 » & que nous devons lui démontrer sans nuage, que  
 » toute la fortune publique a été employée pour le bon-  
 » heur public. Il faut donc que la majorité de la nation  
 » puisse suivre le compte que nous lui rendrons de la  
 » gestion de ses agens.

» Que diroit un grand propriétaire si son intendant, à  
 » la fin de chaque mois, se contentoit de mettre sous ses  
 » yeux des volumes de chiffres dont il ne pourroit pas  
 » suivre les calculs ; qu'il fût obligé d'en adopter le résultat  
 » de confiance, sans jamais être en état de connoître la  
 » balance de ses revenus & de ses dépenses, de son actif  
 » & de son passif ? Eh bien ! nous sommes cet intendant.  
 » Nous ordonnons les dépenses & nous recevons les comptes  
 » de tous les agens. Mais nous sommes les intendans d'une  
 » société, & il faut que notre comptabilité puisse être jugée  
 » par la presque universalité de nos commettans : il ne faut  
 » pas que quelqu'un d'entre eux puisse nous soupçonner  
 » d'être d'accord, soit avec les agens, soit avec une partie  
 » des associés, pour léser les intérêts de l'autre ».

Ces principes sont vrais. Examinons maintenant le projet  
 en lui-même ; il peut se diviser en trois parties retrait de  
 tous les assignats, remboursement des dettes & des pen-  
 sions de l'état avec des quittances de finance à échanger  
 contre les biens des émigrés : enfin la refonte des monnoies  
 nationales.

» Comment, dira-t-on, supprimer tout à coup les assi-  
 » gnats sans ruiner la fortune publique ? Où trouverons-  
 » nous de l'or & de l'argent pour remplacer ce numéraire ?  
 » Où ? à Amsterdam & à Madrid, & si le conseil exécutif  
 » avoit été moins timide, ou la convention moins distraite  
 » sur ce qui s'est passé dans les cabinets de l'Europe, la  
 » conquête de la Belgique seroit assurée par la liberté des  
 » Bataves ».

L'orateur qui se plaint du vague de l'hypothèque de



assignats, qui eût désiré peut-être, avec raison, que l'on eût restreint l'hypothèque de ce numéraire fictif à tel domaine national déterminé & précisément de la même valeur, oublie que la promesse qu'il nous fait de retirer tous les assignats de la circulation, repose sur un gage moins certain. Pour réaliser son projet, il faudroit s'être déjà emparé de tous les galions du Mexique & de toutes les tonnes d'or de la Hollande, & nous sommes encore loin de là. Quelques succès que nous puissions nous promettre encore, malgré nos revers & les trahisons dont le Français est continuellement la victime, l'or nous échappera toujours; il tient peu de place, on le cache, on le transporte, on l'embarque aisément; il ira toujours plus vite que nos conquêtes. Ne nous exposons pas au ridicule, en vendant la peau de l'ours avant de l'avoir écorché.

Mais allons cependant aussi vite que Chabot: supposons que nous mettons la main sur toutes ces mines déjà exploitées; peuvent-elles nous aider à supprimer sur le champ, & tout à coup, la masse énorme des assignats? Suppose-t-il que l'on jettera dans la république française cet or & cet argent monnoyé tel qu'il est? Quel embarras pour la grande universalité des citoyens d'apprendre à connoître la véritable valeur de ces pièces étrangères, les signes par lesquels on peut les distinguer des fausses! quel beau moment pour les agioteurs, pour les faux monnoyeurs, pour les accapareurs d'argent que celui où on commencera à les émettre! comme ils voleront alors les particuliers & l'état!

Attendra-t-on pour mettre cet argent en émission que toutes ces pièces, où se montrent insolemment des figures de despotes, soient refondues toutes à la fois dans nos hôtels des monnoie, & frappées au coin de la liberté? Ne soyons point effrayés des dépenses que coûteroit une telle opération; quand on bâtit des hypothèses, il n'en coûte pas plus de supposer plus que moins, & de semer avec profusion l'argent & l'or; mais cette refonte totale exigera du temps; la faire partielle, ce seroit nous replacer à l'état où nous sommes: & notre position exige de prompts secours; tout délai nous perd. Le peuple est écrasé sous l'énorme masse des assignats, dont la multiplicité cause le renchérissement de toutes les denrées. Ce premier moyen pourra nous servir à la longue, si le gouvernement, si le ministre des contributions publiques ont de bonnes vues & de bonnes intentions; mais ce n'est point là le remède qu'il nous faut dans un péril urgent.



Cette mesure est donc extrêmement hypothétique; mais ce n'est pas aussi ce que le projet présente de meilleur; le reste offre des ressources vraiment utiles, vraiment grandes & dignes d'une nation telle que la nôtre. Vous avez, dit ensuite l'opinant, « pour dix-huit cents millions de biens » vendus & non entièrement payés. Décrétez que vous » subrogerez à la place de la nation les citoyens qui vou- » dront acheter sa créance sur un bien déjà vendu & non » payé : divisez ces diverses créances connues sous le nom » d'annuités, de manière que la plus forte soit de cinq » mille livres & la plus faible de vingt livres.

» Je suis loin de l'intention coupable des charlatans po- » litiques qui vous présentent leurs rêves comme des re- » mède gratuits, mais infaillibles aux maux de la patrie. » Je conviens moi, que mon plan suppose un sacrifice de » la part de la nation, & que son succès dépend de la » stabilité de votre gouvernement. Mais dans le cas qu'une » plus longue anarchie fit échouer mon projet, en dé- » courageant les capitalistes étrangers & ceux de l'inté- » rieur, l'opération que je vous sou mets ne vous fait » courir aucun risque, puisque vos assignats n'en seront » ni plus ni moins accrédités. Dans le cas que les citoyens » répondent à mon espérance, vous ne sacrifiez que les » intérêts des annuités actuelles. Et ces intérêts ne peuvent » pas atteindre la somme de trente-neuf millions par an, » ce qui feroit un *maximum* de 468 millions en tout, dans » le courant de douze années que vous accordez aux ac- » quéreurs. Je ne sais si quelqu'un vous parlera de cette » perte, pour en combattre mon système. Je lui deman- » derois s'il ne croit pas que cette perte soit compensée » par le rétablissement du crédit, par la hausse de notre » change & par la baisse de toutes les denrées....

» Je leur demanderois s'ils croient que ce nouvel ordre » dans nos finances soit moins propre que l'actuel, pour » forcer les puissances étrangères à demander la paix, & » si cette paix ne vaut pas un sacrifice de 468 millions? » Je ne sais si je me trompe, mais je crois que la guerre » n'est sérieuse que sous le rapport de vos finances. Les » rois conjurés savent que vous aurez des hommes, & » ils ont éprouvé dans les plaines de la Champagne & à » Gemmap, ce que peut le génie de la liberté. Mais vos » trésors ne sont pas inépuisables, & s'ils pouvoient vous » forcer à la banqueroute, ils seroient sûrs de rétablir le



» trône du despotisme , sur les débris de la fortune pu-  
 » blique. C'est donc à vos finances qu'ils feront une guerre  
 » assez longue pour épuiser la mine féconde de vos biens  
 » nationaux. Il en reste encore pour neuf milliards d'im-  
 » payés ou d'invendus. Mais ils savent qu'avec votre système  
 » assignataire , il vous faudra tous les ans huit cents mil-  
 » lions pour résister à toute l'Europe ; & qu'une gue-  
 » de dix ans ne vous laissera plus que les dettes actuelles ,  
 » doublées par l'émission progressive de votre monnaie  
 » fictive ; que dis-je ? Dans dix ans.... l'augmentation  
 » progressive de toutes les dépenses du gouvernement ne  
 » vous permettroient pas d'être armés pendant l'espace  
 » de cinq années. Les tyrans n'hésiteront pas à rester armés  
 » contre vous jusqu'à cette époque , & je le dis avec  
 » frémissement , je vois au moins à cette époque tous les  
 » fléaux d'une guerre civile combinée avec les horreurs de  
 » la famine ; si vous tiercez tous les ans les assignats en  
 » circulation , dans cinq ans , le pauvre ne pourra plus  
 » acheter le pain nécessaire à son existence ».

L'auteur du projet donne dans son système un nouvel  
 attrait à cette proposition , en supposant , d'après les prin-  
 cipes d'où il est parti , que les acquéreurs de ces annuités  
 ont la certitude d'être payés en argent au plus tard après  
 les deux premières. Mais si les acheteurs d'annuités étoient  
 assurés d'être payés en argent , certes , il ne seroit pas né-  
 cessaire de leur assigner un intérêt de trente-neuf millions ,  
 après leur avoir fait faire un placement effectif à plus de  
 dix pour cent , vu la perte actuelle des assignats , quand  
 même , comme le propose Chabot , la nation se réserveroit  
 une contribution d'un pour cent sur ces annuités ; puisque  
 si le système des assignats se continuoît encore long-temps  
 parmi nous , l'argent finiroit par se vendre plus de deux  
 cents pour cent. Si la nation pouvoit faire ce sacrifice , dans  
 quelque état de chose que ce fût , elle devroit sans doute  
 assurer aux acquéreurs de ces contrats un remboursement  
 en numéraire métallique , & faire son profit de trente-  
 neuf millions actuels d'intérêt ; mais il ne faut jamais pro-  
 mettre plus qu'on ne peut tenir. Rien ne nous garantissant  
 cette possibilité , la confiance seroit nulle , il n'y auroit  
 point d'acquéreurs ; il faut donc présenter au public l'appât  
 de trente-neuf millions par an.

Sans doute que Chabot , d'accord avec lui-même ,  
 exige que ces contrats ne portent point sur la totalité  
 des annuités dues ou à devoir dans toute la France ,





mais que chacun d'eux aura pour hypothèque telle annuité préfixe & déterminée, qu'il sera assis sur tel propriétaire qui aura acquis tel bien & devra telle somme ; autrement on retomberoit dans le défaut qu'il reproche aux assignats, & qui a nui à la confiance. Sans doute que l'acquéreur des annuités remplacera ainsi l'état dans tous ses droits, & que si le propriétaire du bien hypothéqué ne paie pas l'annuité, il pourra requérir qu'il soit vendu de nouveau. Cependant malgré toutes ces précautions, nous ne croyons pas qu'on se presse beaucoup pour acheter de ces annuités ; trente-neuf millions pour dix-huit cent millions de biens impayés, ne présentent pas un intérêt assez attrayant par lui-même : ces contrats ne seront pas disponibles comme des assignats ; pour s'en débarrasser avant le temps, il faudra les vendre, & voilà un nouveau commerce pour l'agiotage. Le moindre mal qui en résultera, c'est que les propriétaires de ces annuités pourront perdre une partie de leur mise dans ce trafic : ajoutez à cela que l'acquéreur ne fera jamais bien certain de l'époque où il touchera ses annuités & où elles s'éteindront. Si le propriétaire est insolvable, on revendra son bien ; mais voilà des délais, des retards ; voilà de nouveaux motifs d'agiotage.

On peut cependant tenter ce moyen, parce que pour peu qu'il prenne, on diminue toujours d'autant la quantité d'assignats en circulation, & c'est toujours un bienfait pour l'état ; mais ce qui contribuera le plus à le rendre sensible, c'est l'exécution de la seconde partie du projet même.

« Quand le peuple a reconquis ses droits, ses dettes sont  
 » un renversement des principes, elles font dépendre en  
 » quelque sorte le souverain des caprices de quelques capitalistes. Ses créanciers pourroient un jour reforgier les  
 » chaînes que nous avons brisées : il faut donc que le  
 » souverain se libère au plutôt.

» Nous le pouvons puisque notre actif surpasse notre  
 » passif ; nous le devons puisque tous les retards ne servent qu'à rendre notre position plus critique, à compliquer la machine politique & à multiplier les agents  
 » de l'administration, c'est-à-dire à rendre la comptabilité  
 » moralement impossible.

» Libérez le trésor national, & il ne vous restera plus  
 » que des dépenses dont tous les citoyens connoîtront



» les détails comme la nécessité ; libérez le trésor national, & vous n'avez plus besoin de payeurs de rentes, d'administrateurs, de trésorier de la caisse de l'extraordinaire ; libérez le trésor national, & vous n'avez plus besoin de fabricateurs, de directeurs, de sous-directeurs, de vérificateurs d'assignats ; libérez le trésor national, & vous sauvez la république des mains de ses plus dangereux ennemis ». . . .

« J'ai démontré la nécessité du remboursement de toute la dette ; j'ai démontré que le système du remboursement en assignats ruinerait la fortune publique & particulière de tous les citoyens. Il ne reste donc que le remboursement en fonds de terre. Mais comme il est impossible de mettre tout de suite en possession des fonds nationaux les créanciers publics, il faut au moins leur donner un titre de leur créance & du droit qu'ils ont sur les biens nationaux. Ces biens produisent environ trois pour cent ; il faut que la lettre-de-change qui leur sera remise, produise trois pour cent jusqu'au moment qu'ils la porteront pour être acquittée en domaines productifs.

» Ces quittances de finance comme les contrats à hypothèque fixe, n'auront aucun cours forcé de monnaie ; mais la circulation libre pourroit être favorisée en les dispensant des formalités onéreuses auxquelles vous assujétissez les autres effets publics.

» Ce mode de remboursement, nous dit-on, est une banqueroute partielle. A Dieu ne plaise que je propose à ma patrie la honte d'une opération financière qui déshonorant la nation française, rendroit la liberté odieuse aux peuples que nous appelons à partager notre bonheur.

» Non ; ce n'est pas faire banqueroute que de dire à tous les créanciers : Je n'ai pas de l'or & de l'argent à vous donner, mais j'ai de superbes terres productives à vous céder ; & en attendant que vous puissiez en prendre possession, vous aurez un contrat qui vaut intrinsèquement plus que l'assignat, puisqu'il produit trois pour cent d'intérêt. Or, voilà tout mon système.

» Je fais que celui qui me prêta son argent pouvoit espérer de recevoir les mêmes espèces ; mais je fais aussi qu'en lui donnant des assignats, nos constituans n'ont



» pas tout-à-fait rempli cette condition essentielle : &  
 » cependant le remboursement en assignats n'a jamais  
 » été regardé comme une banqueroute. C'est pour l'é-  
 » viter que je propose des quittances de finance ; & si  
 » les créanciers de l'état connoissoient leurs vrais inté-  
 » rêts , ils s'empresseroient de faire adopter mon sys-  
 » tème , de prendre les biens nationaux en paiement de  
 » leur créance , & de prendre , en attendant que la di-  
 » vision puisse en être faite , une quittance de finance  
 » qui leur serve de titre , & qui produise à peu près  
 » le même intérêt que la portion du bien national qui  
 » équivaut à leur créance. Vous n'avez pas , nous dit-  
 » on , le droit de payer vos dettes avec le signe repré-  
 » sentatif des biens nationaux.

» Quoi ! vous aviez le droit de rembourser avec des as-  
 » signats qui ne sont que des signes représentatifs de ces  
 » biens , & vous n'auriez pas celui de rembourser avec  
 » la chose même représentée par votre nouvelle mon-  
 » noie ? Et depuis quand un signe de convention vaut-  
 » il mieux que la réalité » ?

Telle est la grande & superbe mesure que renferme ce plan , mesure sollicitée par la raison & les besoins de la république.

Chabot n'a pas cependant épuisé les objections que l'on peut opposer à cette mesure. Nous en ajouterons quelques-unes , & nous mettrons à côté les moyens de les résoudre avantageusement.

Pour suivre le député dans sa marche , nous dirons que trois pour cent est un intérêt à la fois trop haut & trop modique ; trop haut si le créancier acquiert sur le champ une propriété territoriale , puisque la terre alors lui en produit un , & que la nation n'est pas obligée de lui payer double intérêt ; trop modique , s'il ne jouit pas encore de son bien domanial ; car jusqu'à ce qu'il possède la terre que vous lui destinez , vous lui devez tout l'intérêt de son prêt & toute la somme de sa pension , dont la nouvelle propriété , & non sa quittance de finance , peut être un dédommagement ; & certes , ces deux classes de créanciers avoient plus de trois pour cent. Ils pourront consentir à cette réduction , à cause du plaisir qu'ils goûteront d'avoir une propriété & de pouvoir la laisser à leurs enfans ; à cause de la rentrée entière de leur fonds & du remboursement de leur créance ;



mais votre quittance de finance n'est qu'un contrat comme celui que le gouvernement avoit fait d'abord avec eux ; ce n'est qu'un signe de remboursement , & non pas un remboursement effectif : jusqu'à ce remboursement effectif , vous devez les payer comme auparavant : ainsi payez-leur l'intérêt ordinaire jusqu'à ce qu'ils aient acheté un fonds.

Mais , direz - vous , les créanciers de l'état n'ont qu'à ne pas vouloir en acheter , l'état ne se libérera jamais ? Vous avez raison. Parez à cet inconvénient en assignant un terme raisonnablement éloigné où les intérêts ne courront plus ; mais jusques-là payez les comme auparavant , & donnez - leur le temps de choisir un bien qui leur convienne , qui ne soit pas à deux cents lieues de leurs domiciles & de leurs affaires , & qu'ils puissent du moins l'aller voir avant de l'acheter.

Ces quittances de finances n'auroient aucun cours forcé de monnoie. Voilà qui est bon ; mais pourquoi dans leur circulation libre les dispenser des formalités auxquelles les autres effets publics sont assujettis ? Il est vrai que dès le 23 février Chabot regardoit comme une question neuve de savoir si le droit d'enregistrement est plus nuisible qu'utile au commerce. Pour nous , jusqu'à ce qu'il nous ait donné des preuves du contraire , nous croyons que la dispense de toute formalité à cet égard ne peut servir que les agioteurs.

Nous ne nous amuserons point à répondre aux créanciers de l'état , qui diroient : Nous ne voulons point être propriétaires. Ces hommes , sans doute , n'auroient point de patrie , & ils auroient dû dire aussi nous ne voulons point d'assignats ; d'ailleurs s'ils refusaient , ces vils capitalistes , de cultiver des terres , eh bien ! qu'ils les vendent , ils retrouveront leurs assignats chéris : mais rien n'est plus politique & plus philosophique que de forcer un grand nombre de personnes à posséder des terres. C'est à cette propriété territoriale que sont attachées les bonnes mœurs , la vertu , & par conséquent le patriotisme. Une république , dans cette distribution légale de biens fonds , recueille trois avantages ; elle paie sa dette , elle multiplie d'âge en âge les propriétés , tout en les diminuant ; elle cesse elle-même d'être propriétaire collectivement , abus capable de perdre un jour la liberté ,



comme nous le prouverons dans l'examen de la constitution nouvelle.

Une sorte objection qui reste est celle-ci : Combien de vieillards , ou même de jeunes gens sans talens , sans états , n'ont pour vivre qu'une pension modique sur la nation ? Cette pension , soit viagère , soit perpétuelle , sera réduite à l'intérêt de trois pour cent , qui est tout au plus le produit des terres : voilà donc des hommes que vous réduisez à la mendicité pour le bonheur de leurs enfans.

Sans doute Chabot n'est pas entré dans tous les détails du développement de son plan. Nous croyons que son intention est qu'aucune pension des vieillards ne soit remboursée ; la république perdrait trop à cette liquidation. Nous croyons aussi que toutes les pensions uniques au-dessous de douze cents francs , ne devraient l'être que du consentement formel des pensionnaires. Pour les autres , ils pourroient & ils devraient sacrifier leur superflu afin de donner un héritage certain à leurs successeurs ; nos riches aristocrates seroient obligés de se battre à mort contre leurs bons amis les émigrés ; sinon ils auroient à craindre que leurs bons amis ne les dépouillassent.

Quant à la refonte des monnoies , l'auteur ne s'étend pas beaucoup. Tout ce qu'il dit à ce sujet se réduit au morceau suivant :

« Des yeux républicains ne peuvent plus être souil-  
 » lés par la vue d'un roi couronné par la grace de  
 » Dieu , & moins encore par celle d'un roi constitu-  
 » tionnel. Si vous laissez long-temps circuler l'effigie de  
 » ce roi tyran par caractère , & criminel par la consti-  
 » tution , le peuple pourroit être égaré par des prêtres  
 » séditeux naturellement monarchiques ; ils pourroient ,  
 » un jour , lui observer que ces pièces de monnoies sont  
 » frappées au coin & au nom des Bourbons , & qu'il  
 » faut rendre à César ce qui appartient à César , & à  
 » Dieu ce qui appartient à Dieu. Or , dans cette sen-  
 » tence du premier prédicateur de l'égalité , de celui qui  
 » ne connoissoit que la raison universelle au-dessus d'un  
 » citoyen , les prêtres ont trouvé les bases du trône &  
 » de l'autel , c'est-à-dire de tous les abus que nous avons  
 » détruits. Je vois dans la monnoie actuelle un moyen  
 » de contre-révolution ; & qui fait si l'ancienne aristocratie



» n'enfouit pas son or & son argent , pour mettre , un  
 » jour , cette arme puissante entre les mains d'un clergé  
 » qui peut faire autant de mal à la révolution que ce-  
 » lui qu'il a remplacé » ?

« Il faut donc que toute la monnoie actuelle soit suc-  
 » cessivement portée aux différens hôtels , pour y être  
 » fondue au titre de la justice , & battu au nouveau  
 » coin de la liberté.

» Ne craignez pas le coulage en lingots , lorsque vous  
 » recevrez pour 24 livres les louis de Calonne , qui ne  
 » valent pas 21 livres en lingots ».

« Citoyens, tout votre numéraire n'a pas été expor-  
 » té ; il abonde dans les maisons de jeu & dans les  
 » caves des émigrés. Les aristocrates de l'intérieur en  
 » resserrent encore une grande quantité. Prononcez des  
 » peines sévères & la confiscation contre ceux qui , dans  
 » un an , n'auront pas échangé la monnoie qu'ils recel-  
 » lent , & elle reparoîtra. C'est l'instabilité de votre gou-  
 » vernement qui la fait resserer , ainsi que le concours  
 » d'une trop forte dose de monnoie fictive que tous les  
 » ennemis de la liberté se plaisent à avilir ».

Pour nous bien loin de réclamer une prompte refonte  
 des monnoies , c'est précisément par les raisons mêmes  
 de Chabot que nous croyons à son impossibilité quant  
 à présent ; c'est parce que tout notre argent n'est pas  
 hors de France , qu'il faut se garder d'engager les aris-  
 tocrates à l'en faire sortir par la crainte d'une telle opé-  
 ration. Prenons patience ; mettons de l'ordre dans les  
 finances , & il reparoîtra de lui-même. C'est parce que  
 nos louis ne valent que 21 livres , que nous perdriions  
 trop à en faire des pièces qui se trouvaient au pair.  
 Ajournons cette dernière partie du projet , ainsi que le  
 retrait total des assignats , jusqu'au moment où nous verrons  
 couler dans nos murs tout le pastole d'Amsterdam & de  
 Madrid ; mais employons , perfectionnons au plus vite  
 la mesure des quittances de finances ; c'est le seul moyen  
 de sauver la république , en faisant disparaître peut-être  
 sur le champ la moitié des assignats , & essayons en  
 même-temps la vente des annuités qui peut concourir à  
 ce but.

La malveillance s'est déjà exercée contre ce plan en-  
 tier. Plusieurs sections se sont élevées pour le proscrire ;  
 mais on a remarqué que ce sont celles où il y a le plus  
 de richesses & le moins de patriotisme.



*Un mot sur le placard des volontaires du bataillon n°. 2  
département de l'Aude, contre le Journal des Révolutions.*

Nous ne sommes pas dans l'usage de perdre notre temps à répondre aux injures qu'on se permet de vomir sur nous. Des injures n'éclaircissent point une affaire, & celle pendante entre l'ex-général Danselme & le bataillon n°. 2, de l'Aude, est de nature à se passer de cette misérable ressource. Nous sommes fâchés que les volontaires de l'Aude gâtent leur cause par le mauvais ton de leur attaque contre Danselme, & de leur défense contre nous : au reste, c'est leur affaire. La nôtre est de peser d'une main impartiale & ferme les griefs de part & d'autre, & de laisser prononcer l'opinion publique.

Nous ne connoissons l'accusé & ses adversaires que par deux mémoires ; l'un peu volumineux, rédigé avec simplicité ; l'autre très-épais & plein de fiel & d'animosité. Nous avons pris la patience de les lire jusqu'au bout, afin de faire le rapprochement nécessaire des objections & des réponses, avec la précaution de laisser toujours parler les parties, sans y mettre rien du nôtre. Et en effet, qu'avions-nous à dire sur des faits qui ne se sont point passés sous nos yeux ? Le plus prudent étoit de s'en tenir aux devoirs de rapporteurs, & non d'avocats. Voilà notre tâche. Pour la remplir avec impartialité, nous n'avons pas cru convenable d'atténuer, d'affoiblir les raisons d'un accusé dans les liens d'un décret, & de renforcer au contraire les dénonciations multipliées produites contre lui.

D'ailleurs, *res est sacra miser*. Cet axiome de l'humanité a pu seul nous faire entreprendre cette espèce de confrontation entre l'ex-général accusé & les soldats qu'il commandoit & qui le poursuivent. Le rapprochement n'a pu être complet, attendu que le mémoire de Danselme, ayant précédé celui des volontaires, ne peut répondre à des griefs qu'il ne pouvoit prévoir. Le bataillon, au lieu d'injures & de répétitions des mêmes chefs d'accusations, auroit bien dû nous faire passer des pièces probantes qui nous eussent mieux instruits.

Que le public prononce sur cette querelle d'Allemand, brutalement intentée contre nous, & placardée par les

N°. 192. Tome 15.

F



volontaires de l'Aude , ou plutôt , nous aimons à le croire , par trois individus de ce bataillon. Ces trois messieurs , à ce qu'il paroît , ont du temps à perdre. Au reste , il est satisfaisant de se voir maltraité par les mêmes orateurs qui ont défendu , préconisé Montequiou dans la tribune d'un club , & qui semblent encore regretter l'ex-général fayétiste.

## CONVENTION NATIONALE.

*Séance du vendredi 8 mars 1793.*

Elle s'ouvre par la lecture d'un grand nombre d'adresses d'adhésion au jugement du ci-devant roi , & par l'acceptation de beaucoup de dons patriotiques pour les armées.

Le conseil de défense de la ville de Longwy a écrit à la convention que cette place étoit dans le meilleur état de défense , & que ses habitans sont décidés à périr plutôt que de la rendre.

Après la lecture de quelques lettres & l'admission à la barre des volontaires de la Charente partant pour la frontière , le ministre de la guerre a lu des dépêches des généraux Miranda , Valence & Darson ; il en résulroit que la réunion des armées nous procure l'avantage de garantir nos dépôts & d'assurer l'expédition de Hollande. Le reste n'étoit qu'un développement de la malheureuse affaire de la Roër.

Lacroix , l'un des commissaires à la Belgique , est monté à la tribune ; il a accusé d'infidélité la correspondance du ministre avec les généraux , & il a rendu compte en détail , & comme témoin oculaire , de la déroute de notre avant-garde , dont la cause , suivant ce rapport , est toute entière dans la négligence des généraux qui la commandoient , & aux officiers qui étoient pour la plupart absents. Lacroix a fini par proposer le projet de décret suivant , qui a été adopté :

« 1°. Le ministre de la guerre fournira l'état des officiers absens par congé , & il spécifiera les motifs qui l'ont engagé à leur accorder des congés ; il fournira pareil-



lement un état des officiers absens sans congé de l'armée de la Belgique. 2°. Les congés donnés sont révoqués, & les officiers seront tenus de se rendre à leur poste dans huitaine, à peine de destitution. 3°. Les sous-officiers & volontaires seront tenus de rejoindre, sans délai, leurs bataillons respectifs, à raison de sept lieues par jour ».

Sur la proposition de Danton, amendée par Barrère, il a été décrété en outre que des commissaires pris dans le sein de la convention se rendroient le soir même dans les sections de Paris, pour y inviter les citoyens à marcher à l'ennemi. D'autres commissaires seront envoyés dans les départemens pour le même objet.

D'après un rapport de Carnot, au nom du comité diplomatique, la convention a décrété la réunion de la ville de Louvain & de sa banlieue à la république.

Sur la proposition de Duroy, l'assemblée a révoqué tous les congés accordés à ses membres, en leur enjoignant de se rendre dans son sein le plus tôt possible : elle a ensuite adopté l'ordre du jour, sur la proposition faite par Duhem, & appuyée par Saint-André, d'expulser de la salle tous les journalistes dont les principes seroient anti-civiques.

*Samedi 9.* Les commissaires envoyés la veille dans les sections de Paris, ont rendu compte de leur mission. Par-tout ils les ont trouvées animées du meilleur esprit; par-tout les enrôlemens se sont rapidement succédés à la nouvelle du danger. Une demande de la section du Louvre a été convertie en motion par Carrié, & l'assemblée a rendu le décret suivant :

« La convention nationale décrète l'établissement d'un tribunal criminel extraordinaire, pour juger sans appel & sans recours au tribunal de cassation, les conspirateurs & les contre-révolutionnaires ».

Le ministre de la guerre a instruit l'assemblée que le général Biron venoit de remporter un avantage signalé sur l'ennemi; il a communiqué une autre lettre du général d'Harville, qui annonce que les armées réunies à Saint-Trons brûlent de prendre revanche avec les Prussiens.

Un débat fort tumultueux sur l'ordre de la parole. Le président l'a terminé en annonçant que la municipalité de Paris alloit paroître à la barre. Le procureur de la



commune a annoncé que les enrôlemens se faisoient avec activité, & que le dévouement des citoyens est tel qu'on sera peut-être obligé de l'arrêter.

A la suite du rapport de la municipalité, & d'après des idées qu'il renfermoit, Thuriot a demandé que toutes les bourses vacantes dans les collèges soient assurées aux fils des défenseurs de la patrie. Décrété. Il a demandé, en outre, qu'il soit levé une taxe de guerre sur tous les riches. Décrété en principe & renvoyé au comité pour la rédaction.

Sur le rapport de Carnot l'aîné, au nom du comité de défense générale, l'assemblée a décrété ce qui suit :

« 1°. Les commissaires de la convention nationale se transporteront sans délai dans les différens départemens de la république, pour y instruire les citoyens des nouveaux dangers de la patrie, & les engager à voler aux frontières. 2°. Ces commissaires seront au nombre de quatre-vingt-deux, se diviseront en quarante-une sections, & parcourront deux à deux les départemens qui leur seront désignés. 3°. Les départemens de Paris, de Corse, du Mont-Blanc & de Gemmappe, seront parcourus par les commissaires qui s'y trouvent déjà. 4°. Les commissaires sont autorisés à prendre toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour faire compléter le contingent de chaque département, & même à requérir, au besoin, tous ceux qui sont en état de porter les armes, ou une partie d'entre eux. 5°. Ils sont également autorisés à faire déposer par les citoyens qui ne pourront rejoindre les armées, leurs armes & leurs équipemens militaires, dans les magasins qui seront désignés, sauf les indemnités qui seront fixées par des experts nommés par les communes. 6°. Les chevaux qui ne sont pas employés à l'agriculture seront livrés sur la réquisition des commissaires, sauf l'indemnité qui sera réglée par des experts. 7°. Les directoires de district remettront aux commissaires l'état des chevaux propres au service de l'armée, avec la désignation des personnes à qui ils appartiennent ».

L'assemblée a ensuite prononcé la réunion des villes de Namur & d'Ostende à la république française.

Plusieurs compagnies de volontaires prêts à partir pour les frontières, demandent & obtiennent la permission de défilér devant l'assemblée.



Divers pétitionnaires ont été entendus & admis aux honneurs de la séance.

La convention a passé à l'ordre du jour sur une motion de Collot-d'Herbois, de n'envoyer comme commissaires dans les départemens, aucun des membres qui ont voté pour l'appel au peuple.

Une lettre apprend que deux cents hommes armés sont entrés dans la maison du député Gorsas, & ont brisé ses presses & son imprimerie. Renvoyé à la municipalité pour faire un prompt rapport.

*Dimanche 10.* Sur la proposition de Lindon, la convention a décrété que le ministre de la guerre étoit autorisé à informer les armées que la paie qui leur est attribuée par les derniers décrets, commenceroit au 15 avril prochain, mais qu'on leur tiendrait compte de l'augmentation, à dater du 15 mars.

Danton a proposé, & l'assemblée a décrété l'abolition de la contrainte par corps pour dettes.

On a renvoyé au comité de défense générale une lettre des administrateurs de Bayonne, qui annoncent que les troupes espagnoles se préparent à une invasion, & que nous n'avons que 3000 hommes à exposer de ce côté, à 30,000.

Le ministre de la marine a transmis à la convention une nouvelle qui lui a été communiquée par un capitaine de vaisseau nouvellement arrivé de l'Amérique septentrionale. Dès que nos succès contre les Autrichiens & la Prusse ont été connus par les Etats-Unis, ils se sont empressés de les célébrer par des fêtes civiques & par des Te Deum.

Sur une proposition de Guiton, il a été décrété que les corps administratifs étoient autorisés à requérir les propriétaires & les cultivateurs de porter leurs grains aux marchés.

On a fait lecture d'une dépêche du général Miranda, qui annonce le parfait ralliement des troupes, & que l'armée va prendre poste devant Louvain, pour garantir toute la Belgique. Une autre dépêche de Dumourier exprime sa surprise sur l'échec que nous avons essuyé devant Aix-la-Chapelle; il fait sentir la nécessité de poursuivre l'expédition de Hollande, sans laquelle cette campagne ne peut que nous être funeste.

Le maire de Paris a rendu compte de l'invasion faite par



des hommes armés dans la maison de Gorfas , ainsi qu'à l'imprimerie de la Chronique ; il a annoncé que les mesures les plus promptes avoient été prises pour empêcher de renouveler ces désordres , & que la force armée étoit requise à cet effet.

Après avoir entendu Robespierre , Danton & Lacroix , la convention a décrété d'accusation les généraux Stinckerck & Lanoue , auteurs de nos revers dans la Belgique.

*Dimanche soir.* Décrété que cette séance sera toute employée à l'organisation du tribunal révolutionnaire. On entame la discussion sur cette matière. Les articles suivans sont décrétés. Voyez l'article du tribunal révolutionnaire dans ce numéro.

Une lettre de la commune de Paris a annoncé qu'il se préparoit un grand mouvement , qu'on vouloit fermer les barrières , sonner le tocsin , & que beaucoup de membres de la convention étoient menacés. Le conseil instruit la convention des précautions qu'il a prises pour arrêter le désordre. Le maire & le commandant général sont mandés à la barre. Santerre a répété les faits consignés dans la lettre , en ajoutant que neuf mille hommes étoient prêts à marcher à la première réquisition ; que les patrouilles étoient doublées , & que le foubourg Saint-Antoine étoit dans le plus grand calme.

On a lu une lettre des commissaires à la Belgique , qui dénonce une classe de soldats , composée de lâches qui ont fui avant d'avoir vu l'ennemi , en criant à la trahison , & qui ont porté la confusion dans Bruxelles , où cependant le calme règne à présent , grace à la surveillance rigoureuse qui s'y exerce.

*Lundi 11.* Diverses demandes ont été renvoyées aux comités pour en faire le rapport.

Les commissaires envoyés dans les départemens maritimes , ont écrit de Toulon que cette place seroit bientôt dans un bon état de défense.

Après avoir entendu le rapport de Gasparin , au nom du comité de guerre , la convention a décrété qu'elle interdisoit à tous les chefs d'établissmens militaires les masses d'économie.

Beurnonville , ministre de la guerre , a envoyé sa démission à l'assemblée , avec prière de faire examiner ses comptes & sa correspondance avec les généraux , afin de pouvoir promptement retourner à l'armée. La démis-



sion de Beurnonville est acceptée ; & huitaine lui est accordée pour remettre ses comptes au comité d'examen des compres.

Sur la proposition de Lacroix , l'assemblée a décrété que la connoissance de tous les délits de conspiration & de contre-révolution , même ceux dont la procédure a été entamée par les tribunaux , sera renvoyée devant le tribunal révolutionnaire.

L'assemblée a chargé ses comités d'assignats & finances réunis , de lui faire le lendemain un rapport sur la conduite du ministre des contributions publiques.

Décrété , d'après une lettre de la municipalité , que les garçons boulangers ne seront point enrôlés. La même disposition avoit déjà été prise précédemment pour les imprimeurs des assignats & les ouvriers qui travaillent aux poudres & salpêtres.

*Mardi 12.* Lindon a fait adopter un projet de décret portant que les procès intentés à plusieurs communes par des citoyens nobles ou prétendant à la noblesse , à raison de leur noblesse demeueroient éteints. Les citoyens rembourseront aux communes les frais qu'ils leur ont occasionnés.

Plusieurs pétitionnaires ont été admis , & l'on a renvoyé aux comités les objets de leurs demandes. Après eux sont venus des volontaires de la section Poissonnière. Nous avons rendu compte dans le numéro de ce qui s'est passé à leur occasion ; fait qui a occupé tout le reste de la séance. Le résultat a été le renvoi des pétitionnaires au comité de sûreté générale ; l'attribution au tribunal révolutionnaire , du complot formé contre la sûreté publique , & la déclaration que le général Santerre & la commune de Paris ont bien mérité de la patrie.

Le ministre de l'intérieur a annoncé qu'il y avoit eu des mouvemens contre-révolutionnaires dans les départemens de la Haute-Loire , de Mayenne & Loire , de la Haute-Vienne , de la Côte-d'Or , à l'occasion des recrutemens. Ces mouvemens sont apaisés.

*Mercredi 13.* Les commissaires de la Belgique ont écrit qu'à l'entrée de l'ennemi à Liège , tous les hommes se sont enfuis à Bruxelles , laissant fortune , femmes & enfans. La convention a décrété pour eux un secours provisoire de 50 mille livres.

Le contre-amiral Truguet a donné avis que nos troupes de débarquement qui devoient descendre en Sardai-



gne, ont pris la fuite à la vue de l'ennemi, & se sont fusillées entre elles.

Le ministre de la marine a annoncé que les îles du vent avoient reconnu la république.

Un grand débat s'est élevé pour savoir si on enverroit dans les départemens un discours prononcé la veille par Marat. Comme nous avons rendu compte au long de toutes ces scènes, nous dirons simplement ici que l'assemblée a décrété que deux membres du comité d'insurrection des Jacobins seroient mis en arrestation, enjoignant au ministre de la justice de rendre compte de ce qui est venu à sa connoissance sur ce comité.

On a lu une lettre de Dumourier, qui annonce que conformément aux ordres qu'il a reçus, il a pris le commandement des armées de Valence & Miranda, après avoir fortifié les villes hollandaises déjà prises.

Une autre lettre du général Biron a appris que nos troupes ont remporté un avantage signalé sur les Piémontais, au poste de Lentousque. Nous avons pris dix-huit canons, tué sept cents hommes, fait cinq cents prisonniers.

Le ministre de la justice a paru à la barre & a dit qu'il ne savoit rien sur le comité d'insurrection des Jacobins. Une longue discussion s'est encore engagée sur cette matière. Nous en rendons compte également dans ce numéro.

*Jeudi 14.* Après divers decrets réglementaires rendus sur les motions de plusieurs membres, on a procédé à l'appel nominal pour les ministres. Sur 530 voix, Beurnonville en a eu 366 pour la guerre; & sur 520, Garat en a eu 300 pour la justice. Ils ont été proclamés.

Lafource a eu la parole. Au nom du comité de sûreté générale, il a annoncé que le complot formé à Paris s'étendoit sur toute la Bretagne, & que les puissances étrangères y trempoient avec les meneurs du parlement d'Angleterre.

On a renvoyé au tribunal révolutionnaire toutes les pièces relatives aux troubles qu'on a cherché à exciter dans divers départemens; puis l'assemblée a décrété que les frères du ci-devant roi, déjà décrétés d'accusation par l'assemblée législative, seroient jugés par contumace devant le tribunal révolutionnaire.

*Ce 16 mars 1793. PRUDHOMME.*